

éditorial

Citoyenneté ou nationalité | Patrice Dartevelle 3

dossier - Surprenante Russie

Surprenante Russie | Marc Ferro..... 5
La révolution racontée aux enfants | Jean-Marie Chauvier 7
L'ordre informel | Myriam Désert 9
L'Église orthodoxe et l'État en Russie | Olivier Gillet 11
«Place à l'Éros ailé» ou le sexe débridé de la Révolution | Jean-Marie Chauvier 13
Le chagrin des moujiks | L'entretien de Jean Slover avec Sylvain Tesson..... 15
Regards sur l'art contemporain russe | Olivier Vargin 17

laïcité

Vous avez dit «séparation Église-État»? | Marc Mayer 19

religion

Jesus Camp: «Laissez venir à moi...» | Olivier Swingedau 20

europe

Un état des lieux migratoire | Une interview de Marco Martiniello - Propos recueillis par Pascal Martin 22

idées

Des frontières extérieures aux frontières intérieures | André Dumoulin.. 24

éthique

La biomédecine en clair | Marie-Geneviève Pinsart 26

enseignement

Le cours de morale : une expérience vivante | Hélène Hasard 27

sciences

Retour à l'obscurantisme | Julien Dohet 28

culture

Architectures nouvelles pour un quartier qui bouge | Raymond Balau..... 29
Rubens - L'esprit critique en iconographie chrétienne | Didier Martens 30
Furûsiyya: chevalerie en pays d'Islam | Ben Durant..... 32

agenda 33

Nos abonnés voudront bien nous excuser du retard dans la livraison de notre numéro de septembre, «victime» du déménagement inopiné de notre routeur.

Notre prochain dossier: Une société de plus en plus judiciaire

Le droit, la justice se manifestent de plus en plus dans nombre de sphères, privées comme publiques. Le droit devient-il le seul moyen de se faire entendre? Quelles sont les implications d'un tel processus pour la démocratie? Celui-ci procède-t-il d'une incapacité à résoudre les conflits par le dialogue, la négociation, la médiation?

En couverture:
© Philippe Herbet,
Femmes russes, Kristina, Odessa,
2001, Galerie
Jacques Cerami.

Citoyenneté ou nationalité

Le résultat des élections fédérales du 10 juin était prévu depuis longtemps, du moins pour son versant flamand, et la situation qu'il crée est celle que la plupart des francophones redoutaient: former un gouvernement fédéral équivaut à vouloir carrer le cercle.

À l'heure qu'il est, on ne peut rien prévoir et, dans la meilleure des hypothèses, il aura fallu quatre mois pour aboutir. Ce n'est pas un record pour la Belgique et d'autres pays mettent quelque délai eux aussi pour accomplir la même tâche. Il n'empêche que cela n'est pas bon signe et tranche désagréablement avec les pays qui parviennent à agir rapidement et clairement (France, Grande-Bretagne, États-Unis...).

Les francophones, dont les sentiments nettement majoritaires sont à peu près clairs, sont confrontés à des néerlandophones qui leur paraissent encore plus inquiétants que d'habitude. Mais à force d'absorber l'alcool fort qui voulait que les Flamands étaient gentils et contents et que seuls quelques dirigeants excités parlaient d'autonomie, les francophones ont maintenant une sacrée gueule de bois.

Les sondages ne veulent pas tout dire et ils ne sont pas faciles à interpréter. Les derniers sont pourtant impressionnants: 43% des Flamands veulent la séparation, selon le sondage de l'*Écho* et du *Tijd*, 49,7% pensent que les Belges auraient un intérêt à la séparation d'après le sondage de *La Libre Belgique*¹.

L'écart avec la situation d'il y a peu est important cependant. En décembre 2005, 10,8% des Flamands voulaient l'indépendance de la Flandre et 6,20% en mars 2007².

L'évolution est spectaculaire. Ce peut être un feu de paille dû aux tensions politiques comme le résultat d'une prise de conscience nouvelle, une sorte de cristallisation d'une volonté longtemps confuse.

À tout le moins, les francophones ne peuvent sérieusement s'écarter du point de vue de l'ancien Ministre-Président du Gouvernement wallon Robert Collignon: «*Si demain 50% des Flamands veulent l'indépendance de la Flandre et la fin de l'État belge, je pense qu'au nom du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, les francophones n'ont pas à s'y opposer... On ne retient pas quelqu'un qui veut s'en aller, cessons d'être l'amant larmoyant de Brel, prêt à devenir l'ombre du chien de l'infidèle*»³.

Le droit des peuples?

Mais si ce «droit des peuples à disposer d'eux-mêmes» ne peut *in fine* être contesté, il est loin d'être sûr qu'il soit un bon inspirateur. Tout le XIX^e siècle en est plein et chacun sait comment il a fini en août 1914.

Le cas belge n'est pas isolé en Europe et c'est là tout le problème. Si l'on applaudit à l'indépendance d'un micro-État comme le Monténégro, pourquoi s'indigner de l'indépendance de la Flandre, six fois plus peuplée et vingt fois plus riche... C'est toute la structure européenne qui en est la cause. Les États nations vont-ils rester les principaux acteurs européens ou non?⁴ Quelles peuvent être les conséquences de l'éclatement de la Belgique et, pour parler du pays qui pourrait le plus vraisemblablement le suivre, de l'Espagne?

La dissémination en unités plus petites n'est pas en soi le signe d'une évolution positive des esprits. Si l'on situe les vrais enjeux au plan mondial tant en matière politique qu'en termes de développement scientifique et industriel, il faut des États d'une taille certaine. Même si dans certains cas, la division existe déjà. Les grandes institutions scientifiques ont besoin d'un rassemblement de moyens humains et financiers importants. Même si dans certains cas, la division existe déjà. Nos facultés polytechniques pourront-elles demain donner autre chose qu'une formation de base? Comment comptent-elles rivaliser avec celles d'Inde, de Chine ou des États-Unis, trois pays qui ne paraissent pas songer à se diviser? On peut ne pas viser l'excellence mais il faut accepter le prix d'un pareil choix: la soumission aux autres et une richesse moins grande.

La Belgique ne dispose guère de grandes entreprises à vocation internationale. Divisée, elle pourra moins encore en créer. Ce n'est pas grave, diront les partisans euphoriques de la globalisation, mais chaque fois qu'un problème se pose, on voit les soi-disant multinationales privilégier leur pays d'origine...

D'un point de vue laïque, la création de micro-États ne peut qu'entraîner une diminution de l'espace public. Plus petits seront les États et plus grandes seront les missions qui reviendront en leur sein à des particuliers importants et riches et globalement aux acteurs transversaux comme les firmes multinationales qui deviendront malgré tout seules porteuses de valeurs universelles...

Nationalisme

On aura beau me parler de l'Europe des régions, il me semble difficile d'y croire. Français et Allemands ne songent pas à sacrifier leur État et surtout Flamands et Catalans ne veulent pas d'une région mais d'une nation. C'est là pour l'Europe la signification du problème belge. C'est l'idéal européen qui est condamné par la séparation belge: comment parler d'Union européenne si le pays qui l'a le plus promue vient à se déchirer?

La situation donne à tout esprit rationnel un sentiment d'incompréhension. Voir un flamand de première ou de deuxième génération comme Yves Leterme en paragon du nationalisme flamand est stupéfiant. Mais, comme le dit Jean-Yves Camus de l'Institut des relations internationales et stratégiques de Paris, «*l'idéologie postmoderne, en favorisant l'épanouissement de l'individu par rapport à la collectivité, a accéléré le délitement de la notion de citoyenneté*»⁵.

Et les Flamands sont à la recherche du Graal comme tous les nationalistes. Ainsi que le dit un historien à propos des Balkans: «*une des conséquences de l'impossibilité pratique de faire coïncider les frontières des États avec les frontières de nationalité et de langue... fut de générer des nationalismes frustrés*»⁶. L'indépendance de la Flandre implique comme frustration pour les Flamands l'abandon de Bruxelles aux francophones.

La revendication par chaque groupe de son identité, de son autonomie est démocratiquement légitime, mais en lui faisant la part trop belle, on creuse le fossé entre raison et démocratie. ■

Patrice Dartevelle

1 Le *Soir* du 3 septembre 2007, *La Libre Belgique* du 28 août 2007.

2 Le *Soir* du 26 décembre 2005 et du 16 mars 2007.

3 Le *Soir* des 14-15 août 2007.

4 Daniel Vernet, *Le Monde* du 12 septembre 2007.

5 Le *Soir* des 14-15 août 2007.

6 Jean-Jacques Becker, *Quatre géants abattus par la Grande Guerre, in Naissance et mort des Empires*, Paris, Perrin, Tempus, 2007², p. 121.

SURPRENANTE RUSSIE

Un article de Marc Ferro

1917 reste une date-clé pour la Russie. Nonante ans plus tard, qu'en reste-t-il?

Le deuxième chef d'État de la «Nouvelle Russie» fait aujourd'hui la part belle au passé, à la fois tsariste et soviétique, ranimant fierté et union nationales.

Quelques tableaux de la Russie d'hier et d'aujourd'hui, en passant par les petits arrangements informels qui émaillent le quotidien, l'orthodoxie qui traverse les époques, le chagrin des moujiks, l'art qui se nourrit du chaos et les origines russes de Mai 68...

Surprenante Russie	5
La révolution racontée aux enfants	7
L'ordre informel	9
L'Église orthodoxe et l'État en Russie	11
«Place à l'Éros ailé» ou le sexe débridé de la Révolution	13
Le chagrin des moujiks	15
Regards sur l'art contemporain russe	17

En écrivant, en 1854, que *«la Russie ne serait jamais protestante»*, Alexandre Herzen voulait dire que si ce pays faisait une révolution, il ne la ferait pas à moitié. Mais il n'imaginait pas que cette prophétie se réaliserait deux fois, en 1917 et en 1991. Lui répondant en écho, Jules Michelet jugeait la même année que *«telle est la propagande russe, qu'hier elle disait “je suis le christianisme”, et demain, elle dira “je suis le socialisme”»*.

Cette prédiction aussi s'est révélée exacte. Avec la faillite du régime soviétique, c'est l'idée même de socialisme, qui, à tort ou à raison, a plus ou moins sombré, notamment en Europe, à moins de s'être subvertie comme en Chine. Dans son élan, la révolution de Février, celle de la chute du tsarisme, fut bien la plus intégrale de tous les temps. Pourtant, la postérité a retenu comme telle la révolution d'Octobre, parce que par sa durée, celle-ci a inscrit dans l'Histoire le projet socialiste, c'est-à-dire une transformation de la société à partir de son analyse «scientifique», en l'occurrence marxiste. Il reste que la révolution de Février fut suivie d'événements mémorables.

À Moscou, par exemple, des travailleurs obligèrent leur patron à apprendre les fondements d'un futur droit ouvrier; dans la province de Penza, les moujiks demandèrent à leurs propriétaires combien ils avaient d'enfants pour pouvoir partager leurs terres de façon équitable. Aux armées, les soldats invitaient les aumôniers à assister à leurs réunions pour qu'ils puissent donner un sens à leur vie. À l'université d'Odessa, les étudiants dictaient à leur professeur d'histoire ce que devait être le programme de leurs études. C'était le monde renversé.

L'«homme nouveau»

Ces faits ont été effacés de la vulgate soviétique, communiste, trotskiste et sont ainsi demeurés inconnus. Leur a été substitué cet accomplissement que fut l'insurrection d'octobre: d'avoir définitivement abattu l'ancien régime, éliminé les cadres de l'ancienne société, institué un gouvernement populaire, étatisé la production économique pour la rationaliser, bâti une société fondée sur l'égalité de tous et sur la science. Il s'agissait de mettre fin à l'arbitraire du pouvoir —cette «nef de fous» telle que le qualifiait Lénine— et de créer un «homme nouveau».

Quelques décennies plus tard, après avoir triomphé de la puissance militaire allemande, le voyage spatial inaugural de Gagarine manifestait le succès de ce croisement: un homme ordinaire incarnait l'avenir grâce aux progrès de la science, la science soviétique.

Pour autant qu'il se jugeait infaillible, le pouvoir considérait comme anormaux, malades, ceux qui contestaient ses analyses: dans les asiles, ils prenaient la relève de ceux que le régime jugeait être les ennemis du peuple, opposants et autres trotskistes, et avaient fini au Goulag. 1937-1938 figurent les années où la terreur stalinienne fut la plus criminelle. Elle ne détruisit pas pour autant le consensus dont bénéficiait le régime car, vu la plébéianisation de l'appareil d'État, les Russes avaient bien le sentiment qu'ils se gouvernaient eux-mêmes. *«Il y a trop de démocratie en URSS»*, déclarait même Tchernenko en 1983...

Alexander Vinogradov & Vladimir Dubossarsky: *une vision très contemporaine d'une «Russie dans le feu», mais aussi très kitsch* (voir article p.17).

«Car cela détruit la discipline», ajoutait-il: ce qui signifiait qu’il y avait trop d’instances bureaucratiques et délibératives, représentant les syndicats, les soviets, diverses associations, etc., au reste toutes composées de membres du parti communiste, —ce qui paralysait l’action et freinait toute initiative.

Bref, sauf l’institution militaro-industrielle, le pays ne travaillait plus. À l’époque de Gorbatchev, la pénurie était la marque d’une gigantesque faillite économique: dans une grande surface de Khabarovsk où on ne trouvait plus que des conserves de tomates et où sommeillait un important personnel inactif —faute de produits et de clients—, on pouvait lire sur les murs, écrit en lettres de feu: «ici on travaille au service du peuple».

Faute de réussir une réforme économique, Gorbatchev détruisit pan par pan le système politique qui bloquait tout changement. Brisé, le carcan politique éclate sous Eltsine, et le parti communiste, cellule et cadre de la société, disparut comme tel, et, par là même, l’Union soviétique avec.

Une révolution absolue

Révolution absolue, avec la privatisation des biens de l’État par les kleptocrates —ces anciens dirigeants bien placés pour les acquérir à bas pris— la disparition partielle des services sociaux et de la sécurité des revenus, voilà toute une partie de la population qui fait naufrage, la société explosant à la suite de l’État. À la thérapie sans choc, voulue par Gorbatchev, se substituait un choc sans thérapie, asséné par Eltsine.

L’émancipation de la société n’a pas entraîné l’émergence d’une société civile: son divorce d’avec les décideurs a creusé le fossé qui est plus profond qu’aux temps du régime soviétique où, vivant dans son cocon protecteur, cette société était aussi l’envers de l’État, avec ses millions de communistes. Cette libération n’a pas amené non plus l’instauration d’une démocratie pluraliste, les partis politiques actuels étant —sauf celui des communistes qui survit—, des coquilles vides sans programme ni militants. Enfants désabusés de leur histoire, les Russes ne croient plus en rien: «on a tout essayé»...

Aussi, le pouvoir de Poutine, qui sans efforts apparents, retrouve la main d’un autoritarisme calculé, ne déplaît pas à une population qui retrouve avec lui ordre et puissance.

C’est l’opinion occidentale, française surtout, qui le voue aux gémonies. Comme si le contrôle partiel des médias était un phénomène dont l’Europe des libertés ignore la couleur; comme si les horreurs commises en Tchétchénie n’avaient eu de précédent dans les anciennes possessions coloniales...

La vérité est plutôt qu’en France, par exemple, la droite ne peut pas pardonner à la Russie d’avoir instauré, en 1917, un régime qui pendant soixante-dix ans lui a fait peur. Et la gauche lui pardonne encore moins d’avoir échoué, alors qu’il incarnait ses espérances. Que planification, régime social, rationalisation constituaient les remparts qui protégeaient l’idée révolutionnaire, voire réformiste. Avec la chute de l’URSS, ils se délitent par pans entiers: et cette faillite menace la légitimité même du parti socialiste, après avoir contribué à la quasi-disparition du parti communiste.

Or, voilà que, insulte suprême, après que le communisme a détruit l’URSS, ceux qui l’ont abattu relèvent la Russie... ■

Marc Ferro*

Directeur d’Études à l’École des Hautes Études en Sciences sociales

Théâtre

À la mémoire d’Anna Politkovskaïa

Jean-Louis Colinet, directeur du Festival de Liège et du Théâtre National, voue un culte à Lars Norén, un dramaturge suédois de 63 ans, qui s’intéresse à la décomposition du couple, de la famille et à la violence marginale de nos sociétés. Dans *AKT*, il nous montrait le rapport de force sadomasochiste, liant un membre féminin de la bande à Baader à son gardien de prison. Dans *Froid*, un groupe d’adolescents racistes finit par sacrifier l’un d’entre eux, d’origine asiatique. Norén aime partir d’un fait divers récent, comme l’an dernier, au Festival de Liège, le portait distancié d’un adolescent tirant sur ses camarades de classe. Sa dernière pièce, intitulée *Ombres d’enfants*, est dédiée à Anna Politkovskaïa, journaliste russe assassinée par les services secrets de Poutine. Mais le drame n’a rien à voir avec la vie de la journaliste. Dans un pays improbable, aux confins de la Russie (vagues allusions à la Tchétchénie), une famille marginalisée s’autodétruit dans la rage et la violence. La prostitution, adulte et infantile, l’alcool et la drogue sont les dissolvants impitoyables de tout rapport humain. On y croise une mère prostituée, battue à mort par ses compagnons alcooliques et prête à prostituer son enfant de dix ans à des vieux dégoûtants profitant de la situation. Le langage y est cru, les situations souvent insoutenables. Mais cette complaisance dans le sordide vise à nous plonger dans les bas-fonds d’une société occidentale, où la liberté et le fric, valeurs reines, pourrissent tous les rapports humains, au cœur même de la cellule familiale. ■

Christian Jade

De Lars Norén, mis en scène par l’auteur, dans une distribution francophone, au Théâtre National du 2 au 17 novembre 2007.

THEATRE
NATIONAL

Un cadeau à nos lecteurs
pour la pièce
À la mémoire d'Anna Politkovskaïa

Les lecteurs d'*Espace de Libertés* bénéficient du principe: à l'achat d'une place, une place gratuite.

Cet (important) avantage n'est valable que pour les réservations faites pendant le mois d'octobre (de la date de parution au 31/10).

Il leur suffira au moment où ils réservent leurs places au Théâtre National de préciser qu'ils sont lecteurs d'*Espace de Libertés*.

Théâtre National, bd Emile Jacqmain 111-115, 1000 Bruxelles. Réservations: 02/203 53 03 - location@theatrenational.be

Dans les nouveaux manuels scolaires russes

La révolution racontée aux enfants

«Moscou réhabilite l’ère soviétique» titre, fâché, *Le Figaro* du 2 août 2007. Mais comme le veut la sagesse populaire, «il a entendu braire un veau mais ne sait pas dans quelle étable». Par rapport à la stigmatisation du passé de l’URSS qui avait cours sous Eltsine, il y a certes une relative «réhabilitation». Mais elle a émané de la population, des sondages d’opinion, bien avant que Vladimir Poutine n’en tire parti. Le deuxième chef d’État de la «Nouvelle Russie» est d’ailleurs très sélectif. Il revalorise le passé tsariste autant que soviétique, dans la mesure où ils ranimeraient le sens très amoindri de la puissance, de la fierté, de l’union nationales: grandeur impériale, victoire de 1945 sur le nazisme, conquête de l’espace, héritages culturel et scientifique. Aucune réhabilitation, par contre, du régime, de l’idéologie, de la révolution: dans les livres pour la jeunesse comme dans les médias, le «grand récit» soviétique, l’héroïsation ont bien fait place à «l’anti-mythe». L’année 1917 est ainsi décrite comme un grand cataclysme. Une trentaine de manuels scolaires publiés au début des années 2000¹, illustrent le propos, avec des nuances. Quelques exemples...

Lebedeva, *Histoire de la Patrie – Classe 5²*

Les bolchéviks prennent donc le pouvoir «en une nuit et sans que cela se remarque» (à Pétrograd le 25 octobre 1917). Leur «république des soviets» signifie que «ouvriers et soldats» vont faire les lois. Or, «pour élaborer des lois, il faut des connaissances profondes. La majorité des ouvriers et des soldats sont des gens peu instruits». Lénine était un homme «fanatiquement dévoué à l’idée [communiste], il était cruel, politicien sans scrupules». Lénine et Trotski «se débarrassent de manière sanglante de ceux qui ne sont pas d’accord avec eux. La majorité des autres partis n’ont pas soutenu l’insurrection». Le pays s’est alors divisé en Rouges et Blancs. Les Rouges voulaient l’égalité, «en finir avec la division de la société en gens instruits et non instruits, en gens habillés en citadins et vêtus en villageois (...). La couleur rouge, celle du sang versé, signifiait que seul le combat permettait d’atteindre la Liberté et l’Égalité». Les Blancs voulaient faire renaître la Grande Russie, la couleur blanche soulignait «la pureté de leurs pensées. Mais tous les partisans du mouvement blanc n’eurent pas la conscience et les mains blanches». La victoire des Rouges? Elle s’explique par leur propagande, «la magie» des mots «liberté, égalité, paix, la terre aux paysans», mais aussi les «mesures sévères et cruelles» de Lénine et Trotski.

G.V. Tugusova, V.A. Skorospelova, *Histoire de la patrie, des origines à l’époque contemporaine*

Succédant à une période tsariste prospère et riche en réformes, la guerre et la révolution ruinent le pays. Lors du coup d’État d’Octobre, Trotski aurait tenté de dissuader Lénine de déclencher l’insurrection avant la tenue du Congrès des Soviets qui devait l’entériner. La majorité des paysans ne soutenait pas les bolchéviks, qui s’appuyaient seulement sur la classe ouvrière - 10% de la population.

L.M. Piatetskaïa, *Histoire de la Russie du XX^e siècle – Classes supérieures*

La révolution a conduit au vide de pouvoir et au règne de la foule (okhlocratie) «Les bolchéviks ont réussi à mener avec énergie le désordre anarcho-révolutionnaire qu’ils ont temporairement stimulé, à exploiter les faiblesses du gouvernement provisoire, l’énorme accumulation de haine sociale, d’impatience, de soif de justice égalitaire qui régnait dans les masses, pour s’emparer du pouvoir». L’action des bolchéviks est la source de la guerre civile.

Michina-Jarova, *Histoire de la Patrie - Classe 10*

Cet ouvrage se distingue par son approche plus sociologique: composition sociale de la population en 1897, situation de la propriété agraire, conditions sociales (misère, révolte) génératrices de la révolution.

Les faits, gestes et paroles des différentes forces politiques sont rapportées avec précision. La guerre civile ne se réduit pas à l’affrontement «Blancs-Rouges», elle comporte la «troisième force», la paysannerie, dont le mouvement anarchiste de Nestor Makhno, décrit sans parti pris.

V.P. Ostrovskii, A.I. Utkin, *Histoire de la Russie. XX^e siècle – Classe 11*

Un ouvrage très engagé dans le parti pris antirévolutionnaire, libéral-conservateur. Au «miracle russe» succèdent la guerre et la «crise révolutionnaire» de mars 1917-mars 1921, au cours de laquelle les bolchéviks «ramassent» le pouvoir sans grande résistance jusqu’au printemps 1918. Ils finissent par écraser, notamment par la terreur, la «contre-révolution démocratique» et «patriotico-militaire». Les Blancs échouent également parce qu’ils n’ont pas de «programme agraire».

A.A. Danilov-L.G. Kosulina, *Histoire de la Russie. XX^e siècle – Classe 9*

La guerre civile résulte des volontés dictatoriales des bolchéviks, mais celles-ci existent également chez l’amiral Koltchak qui fait régner la terreur blanche en Sibérie. La défaite des Blancs est attribuée à leurs vo-

* Marc Ferro est l’auteur de nombreux ouvrages. Épinglons:

- *Révolution de 1917*, Albin Michel, 2000.
- *Russie*, La Découverte, 2005.
- *Nazisme et communisme*, Hachette Pluriel, 2005.
- *Les individus face aux crises du XX^e siècle*, Odile Jacob, 2005.
- *Le ressentiment, force obscure de l’histoire*, Odile Jacob, 2007.

1 Étudiés par l’auteur.

2 Correspondant à nos niveaux primaire et secondaire, les classes sont numérotées de la première à la onzième ou douzième, ce qui correspond généralement à un enseignement allant de l’âge de 6-7 à 17-18 ans.

lontés restauratrices (de l'ancien régime) au refus de collaborer avec les partis socialistes (non bolchéviques), au fait d'avoir «*commencé presque comme des Saints, et terminé comme des bandits*» (selon l'un des leurs, V.V. Choulguine).

7. V.A. Chestakov, M.M. Gorinov, E.E. Vziazenskii, *Histoire de la Patrie. XX^e siècle*.

Le projet Kornilov visait la militarisation du pays. La dictature bolchévique devient l'alternative. Les Rouges instaurent une terreur sans pareille, mais les Blancs «*ne pouvaient proposer aux paysans rien qui soit au niveau du décret léniniste sur la terre*».

A.A. Levandovskii I.A.Chtchetiknov, *La Russie au XX^e siècle* – Classes 10-11

Ce manuel est atypique: son anticommunisme est nuancé.

La période prérévolutionnaire est évoquée avec une attention pour les mouvements ouvriers et paysans, un bilan critique nuancé des réformes libérales sous Nicolas II. La révolution de février est évoquée sous le titre: «*Sur le chemin de la Démocratie*». Le complot contre-révolutionnaire de l'été 1917 est abordé sous plusieurs angles: l'alliance entre le général putschiste Kornilov, les milieux commerçants et industriels, le sommet du parti libéral KD, l'attitude ambivalente de Kerenski, qui soutient puis lâche le général, ouvrant la porte à une contre-offensive qui portera les bolchéviks au pouvoir. À la question: «*Octobre: coup d'État ou révolution*», la réponse est que la notion de coup d'État (*perevorot*) peut être employée «*en n'oubliant pas l'essentiel: les événements d'Octobre n'étaient pas seulement un coup d'État politique, mais le point de départ d'une nouvelle grande révolution, bouleversant les bases socioéconomiques, politiques et culturelles de la Russie, et ébranlant le monde entier*». La victoire bolchévique est attribuée au «*soutien de masse aux premiers décrets soviétiques*», dont la Déclaration des Droits des Peuples, mais sans que ce soutien soit associé à un choix socialiste. Aux élections à la Constituante, 72% des électeurs donnent leur voix à des partis (principalement socialistes) qui en restent au choix de développement démocratique-bourgeois. Mais les auteurs observent: les bolchéviks (22,5%) et leurs alliés SR de gauche (6%) avaient la ma-

© AFP

Poutine revalorise à la fois le passé tsariste et le passé soviétique de la Russie. Avec des vues sur une troisième présidence?

jorité dans les régions-clés, les capitales, les régions industrielles et les lignes de front proches du centre de la Russie (fronts Nord et Ouest).

V.P. Dmitrenko, V.D.Esakov, V.A. Chestakov, *Histoire de la patrie-XX^e siècle* – Classe 11

La révolution de 1917 est une catastrophe dès le départ. Les soviets remplissent dès février-mars «des fonctions d'État importantes». Spécialement retenu: le fameux «*Décret n°1*» de démocratisation de l'armée (souvent mentionné comme point de départ de l'anarchie profitable aux bolchéviks). En octobre, Lénine a placé le Congrès des Soviets devant «le fait accompli» de la prise de pouvoir bolchévique «au nom» des soviets. La guerre civile en découle. Mais la révolution est triple: «*agraire-paysanne*», «*nationale de libération*», et «*prolétaire et de paysans pauvres*». Les forces antisoviétiques échouent vu qu'elles n'ont pas de programme pour résoudre les questions agraire et nationale, qu'elles recourent aux réquisitions et à la terreur [«*La terreur de masse* (des Blancs) *diffère peu de celle des bolchéviks*»]. Le pays est ruiné, il perd ses «meilleurs éléments, les entrepreneurs» qui partent en émigration.

Cette vision apocalyptique de 1917 ne semble pas avoir gagné la majorité des esprits, si on en croit de récents sondages. ■

Jean-Marie Chauvier

Petits arrangements à la russe

L'ordre informel

Alors que les organismes internationaux, tel *Transparency international*, stigmatisent d'année en année la Russie pour son niveau de corruption, la lutte contre ce phénomène a pris ces derniers mois de plus en plus de place sur la scène publique russe.

À la veille d'échéances électorales (législatives en décembre 2007, présidentielle en mars 2008), la dimension politique de cette thématique est évidente. Cette lutte est, entre autres, un moyen de régler des comptes entre les groupes aux intérêts divergents qui se disputent, dans les couloirs du Kremlin, l'hypothétique succession de Vladimir Poutine. Elle constitue aussi une ressource politique, mobilisée notamment par le parti nouvellement apparu, à l'appellation doublement emblématique: *Russie juste*, SR selon le sigle russe, qui fut aussi celui du groupe («socialistes révolutionnaires») qui s'opposa aux bolchéviks en 1917.

Mais ce thème est-il vraiment mobilisateur pour la société russe? Est-elle tellement désireuse de mettre un terme à ces pratiques qualifiées habituellement d'«informelles», l'euphémisme disant qu'elles ne sont pas conformes aux normes —ce qui n'est pas très bien—, mais aussi qu'elles ne sont pas «formalistes» — ce qui est tout à fait bien?

Nous examinerons ici les interprétations, aussi bien positives que négatives, qui sont exprimées en Russie aujourd'hui. Si l'expression d'«économie de l'ombre», là où nous parlons d'économie parallèle, convoque le registre de l'obscur, voire d'un obscurantisme opposé aux Lumières libérales, des analystes provocateurs n'hésitent pas à demander pourquoi il faudrait considérer comme un problème social des pratiques qui arrangent tout le monde. Elles permettent en effet aux plus démunis de trouver sur les étals des marchés parallèles des produits à un prix accessible, et à certains fonctionnaires (médecins et enseignants) de compenser des salaires scandaleusement bas. Aux discours empreints d'une noble révolte contre ce qui est présenté comme une gangrène du corps social, répondent des argumentations qui banalisent, voire valorisent, ce qui est exposé comme un mode du «vivre ensemble», voire un lien social.

Les pratiques informelles, vecteur de la transition

Envisagé d'un point de vue économique, l'«informel» est souvent innocenté, même si diverses phases sont distinguées dans la récente histoire postsoviétique. On rap-

Olga Chernysheva, *On duty*. «Le cadrage de l'artiste laisse transparaître, au travers de regards et d'espaces partagés entre dignité et abattement, misère et condition humaine» (voir article en page 17).

pelle que sans les réseaux informels, le marché aurait eu bien du mal à advenir et beaucoup s'accommodent de ce «péché originel» qui a assuré une mutation bienvenue car elle a mis fin à la pénurie. Après cette phase où on lui attribue un rôle moteur bénéfique, la corruption telle qu'elle s'est manifestée pendant le second mandat de Boris Eltsine, à l'ère de l'oligarchie triomphante, suscite beaucoup plus de critiques: la monopolisation des marchés alors à l'œuvre a en effet constitué un frein au processus de libéralisation en neutralisant la concurrence. On sait l'«ordre» apporté en ce domaine par Poutine, on en connaît aussi les limites, avec un usage très sélectif du droit. Certains optimistes continuent cependant à voir une évolution positive: partant des synergies observées notamment autour des pratiques douanières, ils postulent que réalité économique et cadre institutionnel finissent par s'adapter l'un à l'autre et qu'on observe, sur le terrain, une interpénétration plus ou moins maîtrisée du formel et de l'informel. Autrement dit, l'informel contribuerait à rendre les règles raisonnables et adaptées. On n'est pas loin de la vision angélique d'une forme de «démocratie par en-bas».

La foi dans les vertus des «petits arrangements», du lobbying, est grande en Russie, et beaucoup d'électeurs sont portés à donner leur préférence à des acteurs économiques, attendant de l'élection de ceux-ci des retombées directes pour eux.

C'est ainsi que l'on peut comprendre l'image assez positive des «héros informels», —acteurs économiques locaux, de moyenne envergure, ayant eu des pratiques plus ou moins troubles—: certains sont campés en combattants de la liberté contre le totalitarisme¹, d'autres dépeints comme hardis pionniers du libéralisme, ou «régulateurs» pragmatiques, palliant les carences de l'État; ces incarnations successives étant cumulables.

De l'absence de contrat social à la régulation informelle

Les simples citoyens ont eux aussi de bons motifs pour pratiquer l'informel au quotidien. Pour beaucoup, cela constitue une réaction de légitime défense face à un État démissionnaire. Faute de réussir à obtenir le respect de leurs droits sociaux (droit à la santé, à l'éducation), les citoyens établissent des relations personnalisées avec les fonctionnaires en charge des services concernés afin de concrétiser leurs droits. Ces relations peuvent être alimentées par des échanges de services² plutôt que des pots-de-vin, lesquels sont requalifiés en cadeaux avec le raisonnement suivant: comme le rapport de service (public) n'est entré ni dans les mentalités ni dans les faits, il est transformé en rapport de don. Un fonctionnaire qui fait le travail attendu de lui est davantage perçu comme un «homme de bien» qui mérite récompense que comme un travailleur consciencieux.

Il existe une vision angélique de ces pratiques, «promues» aux fonctions de régulation alternative se substituant à la carence de l'État. Elle est cependant contestée par des analystes qui voient dans ces pratiques d'échanges un avatar du «collectivisme communautaire», à l'œuvre, disent-ils, aussi bien dans la commune rurale de l'ancien régime tsariste que dans le système soviétique. Ils décryptent ces agissements comme une modalité de privatisation, de captation du collectif qui met en circulation dans un espace de redistribution privé, en fonction de critères strictement personnels, des biens théoriquement destinés à des circuits publics. La chose publique est ainsi privatisée par l'individu et son «groupe de proches» (svoi, selon le terme utilisé par les Russes pour désigner les «comparses», amis ou parents, admis à participer à ces réseaux d'échange). Au final, on aboutirait au résultat inverse de ce qui était attendu de la fin du système totalitaire: on escomptait une «désétatisation» de la société, la restauration de la frontière entre public et privé, elle est en fait «dissoute», au détriment du bien public. La captation de la «chose publique» est en effet tournée non vers l'intérêt collectif, mais vers la satisfaction des besoins personnels.

En dépit d'une valorisation communément répandue, la petite corruption au quotidien n'est qu'un ajustement tâtonnant des besoins et des ressources disponibles, pas un vrai système régulé de distribution alternative. Aussi stabilisatrices soient-elles au niveau micro, permettant aux individus de traverser la tourmente des mutations économiques, ces pratiques n'en sont pas moins destructurantes

au niveau macro, puisqu'elles contribuent à détériorer la qualité générale de l'environnement institutionnel.

L'invisible vertu de l'anonymat

L'interprétation vertueuse des relations informelles comme ersatz de confiance dans un contexte de carence institutionnelle doit donc être revue. Ces pratiques contribueraient en fait à la constitution de microcellules fermées, s'appliquant à capter à leur profit les ressources disponibles, à la segmentation de l'espace tant économique que social et enfin à la généralisation d'une méfiance sociale, dans un contexte de pénurie de services publics.

Même s'il semble alors raisonnable de penser que la formation d'un État de droit démocratique passe par l'élimination progressive des pratiques informelles personnalisées, il importe de comprendre que pour l'heure, en Russie, la désorientation sociale valorise au contraire les relations personnalisées, alimente l'idée que les rapports sociaux doivent prendre la forme de rapports de personne à personne. On est loin du principe d'une relation anonyme entre des serveurs de l'État et des usagers des services de l'État, gage d'équité, et ce nécessaire apprentissage de l'«anonymat» est trop souvent négligé par les chantes de la démocratie.

Pourtant, la pesanteur du lien personnel à l'œuvre dans les relations d'échange de services est de plus en plus souvent évoquée. Le service «oblige», exige un contre-don, et bon nombre de Russes expriment la gêne qu'ils en éprouvent. La personnalisation du lien, parfois subie et non choisie, montre bien que ces pratiques «informelles» sont différentes des pratiques occidentales que l'on peut qualifier de postcapitalistes, refusant la marchandisation des relations sociales, telles qu'elles s'observent dans les SEL ou les RERS³. Dans ces groupes, la formalisation neutralise les relations de dépendance, ce qui gomme la dimension clientéliste à l'œuvre dans les réseaux d'entraide en Russie.

Il n'en reste pas moins qu'en Russie l'informel est aussi une façon de penser le «vivre ensemble». Les pratiques informelles constituent un acte de refus (celui des règles étatiques, qu'elles soient jugées injustes, illégitimes ou irrationnelles), en même temps qu'elles sont un refuge (dans le cercle des proches, loin du regard de l'État).

Le concept de contrat social reste une abstraction; ce qui est réel, c'est «l'ordre informel». Cet oxymore atteste bien toute l'ambiguïté de la situation actuelle. Peut-être plus qu'au formel, c'est à l'informe que l'informel s'oppose, à l'instabilité des formes provoquée par la transition qu'il répond.

Dans ce contexte, les élections, et leur potentiel théorique de changements, ne sont pas les bienvenues. Et il n'y a donc rien d'étonnant à ce qu'une majorité de Russes soient favorables à ce que Vladimir Poutine brigue un troisième mandat, même si cela suppose un amendement de la Constitution. Après avoir été mus par deux mirages successifs —les paradis socialiste, puis libéral—, les Russes penchent davantage pour le principe «un tien vaut mieux que deux tu l'auras».

Myriam Désert

Maître de conférence à l'université Paris 4-Sorbonne

Des relations traditionnelles qui transcendent les époques et les régimes politiques

L'Église orthodoxe et l'État en Russie

Depuis la chute du communisme, l'orthodoxie est redevenue une composante importante de la société russe. Après septante ans d'athéisme officiel, l'Église orthodoxe a tenu à jouer un rôle important dans le cadre de la transition démocratique. Mais au-delà de cette image d'Épinal, comment peut-on comprendre la place occupée par l'Église orthodoxe dans la Russie de Vladimir Poutine?

Poutine, ancien dignitaire de l'État communiste, notamment au sein de l'ex-KGB, est aujourd'hui un croyant fervent et pratiquant, ou du moins se présente comme tel. Pensons aussi aux fastes qui ont entouré l'enterrement de Boris Eltsine au mois d'avril de cette année 2007, dans la cathédrale du Christ-Sauveur de Moscou, détruite sous Staline, et reconstruite après la chute de l'URSS. Les relations entre l'Église et l'État en Russie semblent rappeler à certains égards les temps immémoriaux du tsarisme.

Le renouveau du religieux depuis la chute du communisme semble offrir de nombreux paradoxes pour l'historien, le politologue ou le sociologue. À voir la ferveur religieuse actuelle, on pourrait croire que sous l'ancien régime soviétique, l'athéisme aurait pu n'être pour beaucoup qu'une façade idéologique, même de la part de ses plus hauts dignitaires. Ou au contraire, le revirement soudain d'un Poutine pourrait se comprendre comme le signe d'un opportunisme politique à une époque où l'Église orthodoxe semble incarner la seule institution garante des valeurs traditionnelles nationales.

La question des convictions religieuses dans le monde orthodoxe est complexe et la Russie contemporaine est un exemple illustre des rapports spécifiques entre l'Église et l'État, l'orthodoxie et la nation. Comme l'affirment les représentants de l'Église orthodoxe, «l'État passe, l'Église reste».

Après la chute du communisme, cette formule était particulièrement bien choisie, mais sonnait aussi tragiquement pour ceux qui voyaient dans les Églises orthodoxes de l'ancienne URSS et des démocraties populaires des institutions compromises avec la dictature. Pour d'autres, c'était la satisfaction d'assister à la résurrection de l'Église orthodoxe, vecteur des traditions et de la culture, ayant mené, envers et contre tout, la résistance face au totalitarisme. Deux interprétations, deux visions de l'Histoire, qui suscitèrent parfois de violents conflits à l'intérieur de l'Église et parmi les croyants.

On affirme souvent que l'attachement à l'orthodoxie relève en Russie, comme en Europe orientale et du sud-est, du fait national et culturel, et n'est pas le signe d'une réelle conviction religieuse. C'est effectivement un aspect fondamental de l'orthodoxie contemporaine, mais cette analyse

un peu réductionniste pourrait occulter des phénomènes plus profonds. On ne peut séparer les domaines spirituels et temporels. C'est d'ailleurs là une des spécificités du christianisme oriental contemporain, en l'occurrence de l'orthodoxie russe.

Depuis le XVI^e siècle, l'Église orthodoxe russe a tenté de reprendre la place du patriarcat de Constantinople et le tsar, nouveau «césar», celle de l'empereur byzantin dé-

© ATR

Vladimir Poutine et le patriarche Alexis II: très souriants...

1 C'est l'image qui est maintenant souvent associée aux aventureux créateurs d'ateliers clandestins à l'époque soviétique.

2 Chacun mobilise ce capital social que constitue le réseau d'amis et parents susceptibles de faciliter l'accès à tel bien ou service, depuis l'hospitalisation dans un établissement réputé jusqu'à la réparation fiable, de l'installation sanitaire ou du véhicule automobile.

3 Ces sigles signifiant respectivement: «Système d'échanges locaux» et «Réseaux d'échange réciproque de savoir».

Pour en savoir plus: voir M. Désert, «Le débat russe sur l'informel», mai 2006 – <http://www.ceri-sciencespo.com/publica/question/qdr17.pdf>

chu après la chute de l'empire chrétien d'Orient en 1453. Moscou, la nouvelle Rome, était censée devenir le centre de l'orthodoxie. Au début du XX^e siècle, la chute de l'empire ottoman réduisit l'autorité du patriarche œcuménique de Constantinople à sa portion congrue dans le cadre du nouvel État turc. L'Église orthodoxe russe tombait quant à elle sous un autre joug, celui de l'État soviétique. Les persécutions à son encontre furent terribles, surtout pendant les dix premières années qui suivirent la révolution d'Octobre.

Patriotisme et loyauté à l'égard de l'Union soviétique

En 1927, ce que l'histoire a retenu comme la «déclaration de Serge», le «*locum tenens*» du patriarcat de Moscou, était destiné à faire autorité sur l'ensemble de l'orthodoxie russe. Pour pacifier définitivement les relations entre l'Église orthodoxe et l'État soviétique, Serge affirma haut et fort: «*nous sommes orthodoxes, et l'État soviétique est notre patrie*». Dorénavant, les fidèles orthodoxes allaient devoir faire preuve de patriotisme et de loyauté à l'égard de l'État soviétique par fidélité à l'Église orthodoxe traditionnelle russe.

Pendant la Seconde Guerre mondiale, alors que les armées du Reich causaient des pertes dramatiques, le même Serge exhorta les fidèles à défendre la patrie et l'Union soviétique. L'appel fut entendu, et largement remercié par Staline qui éleva Serge en 1943 à la dignité de patriarche.

Dès la fin de la guerre et l'instauration des régimes communistes en Europe centrale, le patriarcat de Moscou joua un rôle prépondérant en Europe. Les Églises orthodoxes des démocraties populaires s'alignèrent sur Moscou. Le «sergianisme» deviendra la nouvelle doctrine du patriotisme orthodoxe en Europe communiste.

Le patriotisme était basé sur une adaptation communiste des anciennes traditions byzantines des rapports entre l'Église et l'État, fondés sur l'«harmonie» ou la «symphonie» entre le patriarche et l'empereur à Byzance. Ces traditions étaient censées avoir survécu en Russie et dans les «États successeurs» de l'empire byzantin. Sous Staline, l'interdépendance entre le spirituel et le temporel, l'Église et l'État, fit place à une soumission totale de l'Église à l'État; à l'instar des conceptions du XIX^e siècle, l'orthodoxie fut reconsidérée comme le ferment de la nation et de l'«âme» russe.

L'Église se trouvait ainsi facilement instrumentalisée par l'État, même si celui-ci prônait une idéologie athée, théoriquement hostile à l'Église et à la religion. De là, l'énorme ambiguïté qui subsistera en Russie et dans tous les États communistes où la religion orthodoxe est dominante, entre une persécution parfois dramatique des Églises et une collaboration officielle de son clergé qui provoquent encore de nos jours un véritable traumatisme.

La chute de l'URSS bouleversa fondamentalement la géopolitique de l'orthodoxie en Europe. L'orthodoxie subit directement les conséquences de l'éclatement de l'Union soviétique avec la création de nouvelles Églises nationales indépendantes («autocéphales», qui se gouvernent elles-mêmes) dans les États de la CEI. En

Ukraine, en Biélorussie et en Moldavie coexistent différentes juridictions concurrentes, les unes tournées vers Moscou, les autres indépendantes, ayant autoproclamé leur autonomie ou autocéphalie. La question des Églises uniates (ou gréco-catholiques de rite byzantin) empoisonne les relations avec le Vatican. Des sectes de toutes sortes profitent des «marchés» potentiels nouveaux. En quelques années seulement, les «terres orthodoxes» étaient devenues la proie de forces centrifuges et même d'«évangélisations» diverses.

L'Église orthodoxe russe se profila alors comme le rempart par excellence contre les menaces envers l'orthodoxie traditionnelle et la nation russe et s'affirma comme l'institution incontournable du processus démocratique. Vecteur principal de l'identité nationale russe, l'Église orthodoxe retrouva son autorité morale, garante de l'intégrité nationale. Eltsine, puis surtout Poutine, purent profiter d'un soutien considérable, en s'inscrivant dans la continuité des tsars de jadis.

La «symphonie» byzantine

Mais Poutine pouvait aussi dès lors instrumentaliser l'Église dans le cadre de la nouvelle Russie postcommuniste destinée à rejouer un rôle prépondérant sur la scène internationale. Poutine joua dès le début habilement la carte de l'orthodoxie: les rapprochements qu'il a suscités pour permettre la réconciliation en juin 2007 entre l'Église orthodoxe et l'Église hors frontières, fondée par les Russes blancs après la révolution d'Octobre, constituent une réussite politique importante.

L'appui que Poutine apporte à l'Église s'inscrit dans la tradition russe et perpétue la «symphonie» byzantine entre le patriarche et l'empereur. Le président russe bénéficie en retour d'une légitimité certaine en tant que nouveau «césar». Les relations entre le patriarche Alexis II et Poutine se comprennent donc par l'Histoire, lointaine, byzantine, et proche, communiste.

Si c'est l'«harmonie» qui prévaut entre l'Église et l'État en Russie, il est à craindre cependant que les difficultés à propos des relations entre l'Église russe, le Vatican et l'Occident en général, ne soient à l'image des relations parfois tendues entre la Russie, l'Europe et les États-Unis.

Quant aux convictions religieuses de Poutine? Il n'appartient évidemment qu'à lui de répondre à la question. Ce qui est certain, c'est qu'il a des choses à se faire pardonner... ■

Olivier Gillet

Collaborateur scientifique
Centre interdisciplinaire d'Études des Religions
et de la Laïcité - ULB

Zoom arrière sur une période peu connue

«Place à l'Éros ailé» ou le sexe débridé de la Révolution

«Les Soviétiques ont collectivisé les femmes. Ils organisent des écoles mixtes et des douches communes pour débaucher la jeunesse. Ils permettent l'avortement et l'homosexualité, des défilés d'hommes et de femmes nus. La famille est systématiquement détruite». Journaux et récits occidentaux au début des années vingt.

Dès 1917, le pouvoir révolutionnaire soviétique pose les jalons d'une législation abolissant le mariage patriarcal, la «vente des fiancées» (pays musulmans), les inégalités homme-femme. L'URSS naissante (1922) est l'un des rares pays du monde où le principe «À travail égal, salaire égal» devient, au moins, une politique officielle, où les femmes ont acquis le droit de vote et d'éligibilité (la Belgique devra attendre 1948), où l'avortement est dépénalisé (il est criminalisé en France), le contrôle des naissances encouragé. En matière d'émancipation féminine, observent des spécialistes, seule la Norvège était en avance sur la Russie soviétique.

La dirigeante bolchévique Alexandra Kollontaï, la joyeuse émancipée du Politburo, dans un livre intitulé «Place à l'Eros ailé», invite à prolonger la révolution politique par une révolution sexuelle: union libre, voire «amour libre», libération de la femme de l'esclavage domestique et des relations homme-femme des considérations d'argent, des conventions et des hypocrisies bourgeoises. De quoi chambouler les mœurs de toute une population!

Quel était le mode de vie familial et sexuel des Russes avant la révolution?

Depuis le XVI^e siècle, le servage et l'esclavage, l'institution patriarcale communautaire villageoise, le droit coutumier et l'Église orthodoxe en avaient fixé les cadres. Dans le Haut Moyen Âge russe, le relatif «nomadisme» et le non-asservissement des paysans, encore très imprégnés de paganisme, ne permettaient pas un tel contrôle social. Les lois tsaristes reconnaissaient la seule institution religieuse du mariage, où la femme était tenue à l'obéissance absolue et les enfants, du reste, condamnables par procédures judiciaires à l'emprisonnement en cas de désobéissance ou «pour immoralité et tous vices notoires». La révolution d'Octobre «dissout» de tels «liens de mariage», dépouille les hommes de leur «propriété» sur les femmes, accorde à celles-ci le droit de disposer d'elles-mêmes, de travailler comme bon leur semble, de choisir librement leurs nom, domicile et citoyenneté. Les décrets pris dans ce sens dès les 19 et 20 décembre 1917 seront complétés et systématisés dans le premier code civil soviétique de 1918, qui confirme le droit au divorce, y compris par consentement mutuel, et abolit toute différence entre enfants légitimes et illégitimes. De plus,

© Ph. Herbert

Philippe Herbert, *Volgograd 2007 - Femmes russes* - Galerie Jacques Cerami, Charleroi - jusqu'au 13 octobre 2007 - www.galeriecerami.be

les procédures de mariage et de divorce sont facilitées à l'extrême, et les relations sexuelles hors mariage ne sont plus punissables (dans les villages, on bastonne et on tue des femmes pour adultère).

Sans révolution sexuelle, l'émancipation sociale reste un vain mot

Le code de 1926 précise:

- il y a deux types de mariages: «enregistré» et «non enregistré»

- le deuxième, dit «mariage de fait», est basé sur la reconnaissance réciproque et prouvé juridiquement par le fait d'habiter ensemble et/ou de se soutenir matériellement ou dans l'éducation commune des enfants. Il a la même valeur que le mariage enregistré. Les époux se choisissent un nom commun, soit celui de l'homme, soit celui de la femme. Ils conservent leur nationalité d'origine. Le divorce est libre et, dans le deuxième cas, ne réclame aucune formalité. En cas de remariage, il est considéré comme «automatique».

Il y a «pire»: le régime soviétique abolit les lois réprimant l'homosexualité, dépénalise l'avortement qu'il veut «thérapeutique et gratuit». Le changement des lois ne modifie que lentement les usages: il y aura, dans les années vingt, deux tiers à trois quarts de mariages civils dans les villes, mais toujours neuf dixièmes de mariages religieux à la campagne, où les femmes continuent à être soumises au patriarcat et aux pires violences en cas d'infraction – a fortiori dans les régions musulmanes, où celles qui s'aventurent, ne fût-ce qu'à l'école, risquent la mort.

Les dirigeants bolcheviks pour la plupart (des hommes et forcément machistes) sont certes loin de considérer le partage des tâches ménagères et «la révolution sexuelle» comme une priorité. L'une des rares femmes de la direction communiste, Alexandra Kollontai, croit non seulement que c'est une priorité, mais que sans son accomplissement, l'émancipation sociale ne peut rester qu'un vain mot. Dans un ouvrage célèbre *Place à l'Éros ailé*, elle se fait l'apôtre de l'union libre, du droit des femmes à disposer de leurs corps, de la libération des tabous qui empêchent l'épanouissement sexuel. Les bouleversements sociaux ont entraîné une «crise sexuelle», une crise de la vie privée, une perte de repères engendrant le chaos, un effroi des individus qui, précise Kollontai, «*passent d'un extrême à l'autre*». Du puritanisme ou de l'hypocrisie, en effet, certains jeunes communistes passent à l'orgie et il n'est pas rare que des hommes très «libérés», interprétant à leur façon la libération sexuelle, qualifient de «petites bourgeoises» les filles qui ne se prêtent pas illico à leurs désirs. «Partouzes» et viols collectifs, déjà courants par temps de guerre, font donc partie du climat débridé de la révolution culturelle. «La Kollontai» en fait les frais, et Lénine ne l'épargne pas de critiques virulentes: l'obsession du sexe lui déplaît, et il s'en confie à une autre célèbre féministe communiste, l'Allemande Klara Zetkin, nettement moins délurée qu'Alexandra.

La «chienlit» soviétique

Il n'est sans doute pas d'expérience, de témérité, d'aventure ou de folie des... années soixante en Occident et de «mai 68» qui n'ait connu de précédent dans les années vingt en URSS: communautés «partageuses» de travail et/ou de vie, écoles anti-autoritaires, cuisines collectives pour décharger les femmes de l'esclavage domestique (il n'y avait pas d'appareils ménagers, et ces cuisines, tout comme les buanderies collectives, constituaient une révolution), construction d'immeubles articulant logements privés et lieux de vie communautaire, psychiatrie anti-asilaire, autogestion des prisons, éducation psychanalytique, etc.

Le 21 août 1921, la «freudo-marxiste» Vera Schmidt ouvre à Moscou un «Jardin d'enfants expérimental» de l'Institut de neuropsychologie qui, après rumeurs et scandales, sera rattaché en 1922 à l'«Institut d'État de psychanalyse». Éducation non punitive, observation et non-répression de la sexualité infantile (à l'époque niée et diabolisée), stimulation sur cette base de la «sublimation» dans les activités intellectuelles et créatrices... telles sont les caractéristiques d'une expérience qui provoquera des réactions indignées, notamment parce que la masturbation n'y est pas interdite. Pour Vera Schmidt et d'autres freudiens de gauche, l'enjeu est la formation d'individus non soumis, épanouis «tels que les exige le communisme». La voie est ouverte à l'expérience pédagogique d'Anton Makarenko et à ses communautés vouées à «la rééducation par le travail» des adolescents délinquants et vagabonds, dans un esprit de responsabilisation collective et d'épanouissement des personnes. Mais le «makarenkisme» tournera plus tard à une caricature autoritaire

La vague émancipatrice, on le sait, a dû se retirer. Le nouveau code de 1926 allait encore plus loin que celui de 1918 dans le sens de la libération. Mais dans les années trente, on en reviendra à l'interdiction de l'homosexualité (1934) et de l'avortement (1936). C'est l'avènement d'un stalinisme néoconservateur, nataliste et puritain.

À quoi attribuer le reflux? Face aux excès de l'«amour libre» et de l'avortement, dans un contexte sanitaire déplorable, les réactions sont d'abord venues des profondeurs du peuple, avant d'être mises à profit par le régime stalinien pour encourager la natalité et «consolider la famille». De toutes les oppressions subies par les femmes, celles des mentalités patriarcales et de l'esclavage domestique ne pouvaient qu'être perpétuées dans un contexte d'extrême pénurie, d'exiguïté des logements, de priorité à l'industrialisation et, bien sûr, de mobilisation quasi militaire pour la construction d'un pays. Les premières restrictions à l'avortement, dans les années vingt, furent justifiées non par des raisons morales, mais en raison du manque de place dans les cliniques et vu la hausse des demandes. «L'émancipation féminine» se poursuivra, mais dans les seuls domaines du travail et des formations.

Une «libéralisation» reprendra progressivement son cours après la mort de Staline en 1953, elle est loin d'être achevée. L'URSS connaîtra jusqu'au bout la pénurie de pilules et les préservatifs poreux. Mais depuis les années 90, le capitalisme a complètement bouleversé la donne: le sexe est entré dans l'hypermarché. ■

Jean-Marie Chauvier

L'entretien de Jean Sloover avec Sylvain Tesson

Le chagrin des moujiks

Les carnets d'un écrivain voyageur témoignent de la déréliction de la Russie campagnarde...

Randonneur de l'extrême? Le qualificatif conviendrait-il à l'écrivain voyageur français Sylvain Tesson? L'homme est en tout cas fort de quelques impensables randonnées solitaires¹. Cet incurable vagabond aime, de plus, racler les pistes «*by fair means*» comme disent les Anglo-Saxons: sans utiliser de voiture, ni d'avion, ni aucun autre engin motorisé... Un mode de déplacement très physique qui étire la traversée des espaces infinis afin de mieux libérer l'esprit et de le laisser ainsi disponible pour renouer avec la nature et multiplier les rencontres humaines. Les livres de Tesson, qui affectionne les steppes russes, constituent donc un témoignage original sur ce que pense aujourd'hui la multitude des gens de rien que la chute de l'Union soviétique, il y a seize ans, a renvoyés au dénuement ancestral des toundras et des taïgas...

Sylvain Tesson, quelles régions de la Fédération de Russie avez-vous traversées au cours de vos voyages?

L'URSS était composée de quinze républiques. Je les ai toutes visitées à l'exception de la Biélorussie et du Turkménistan.

Vous dites aimer les terres ex-soviétiques. Pourquoi?

Pour plusieurs raisons dont leur immensité et leur sauvagerie: leur géographie comporte encore de vastes *terrae incognita* qui entretiennent l'âme pionnière du peuple russe et offrent d'éblouissantes possibilités d'aventures. J'apprécie aussi le caractère des Russes, leur force vitale, leur extravagance, leur côté hors normes que résume le slogan de Saint-Petersbourg: «La ville où tout est possible». Et puis, je suis sensible à l'esthétique de la déglingue de ces régions, à leurs décors de désespérance...

Vous n'avez aucune sympathie pour le communisme et ce que vous appelez «les années d'acier du siècle rouge» vous emplit d'horreur. Pourtant, on ne peut s'empêcher de penser que le projet soviétique, le rêve léniniste de la «maison commune» ne vous laisse pas indifférent: «1000 races, une terre, un même but et toutes les forces fraternellement unies, toutes les énergies ensemble cotisées, rassemblées pour bâtir», écrivez-vous.

Du fait de mon amour de la liberté, de mon individualisme, je suis en désaccord avec l'idéologie du matérialisme historique. Cela étant, il est vrai que je trouve fascinants la dimension messianique du rêve soviétique, son appétit de récréation du monde, son ambition fraternelle et multiculturelle, la colossale énergie qu'il a mobilisée pour

construire... Entre ce but dément mais beau, d'une part, et l'idéologie monstrueuse qui l'a nourri, d'autre part, je fais, c'est vrai, le grand écart. J'assume...

On sent aussi, chez vous, du regret pour la «Pax russica». Entre autres devant les risques de déflagration que comporte l'évolution politique des républiques d'Asie centrale depuis la fin de l'URSS?

La Russie est gigantesque; son territoire couvre une quinzaine de fuseaux horaires. Pourtant, de même que l'URSS a été un espace de stabilité fantastique dans un monde d'instabilité, on vit très largement en paix dans la Russie d'aujourd'hui, quoi qu'en disent les médias occidentaux qui la présentent comme une aire de violence. Cette capacité qu'ont les Russes d'agréger paisiblement d'innombrables peuples est captivante.

Un besoin de vie poétique

Vous avez côtoyé beaucoup de citoyens russes. Comment ressentent-ils la fin de l'URSS?

Beaucoup sont nostalgiques du grand empire déchu qui faisait peur au monde. Cette nostalgie se situe à plusieurs niveaux. Du point de vue socioéconomique, le niveau de vie de beaucoup de gens a diminué avec l'arrivée de l'économie de marché. Du point de vue géopolitique, nombreux sont ceux qui se désolent de ne plus faire partie d'un État intercontinental; de ne plus être citoyens que de républiques insignifiantes. Du point de vue historique, symbolique, mythologique, enfin, énormément de Russes regrettent la disparition de l'État qui a triomphé d'Hitler, qui a été le grand vainqueur de la guerre 40-45.

Vous rapportez que, dans les villages, les portraits des promoteurs du matérialisme historique restent fréquents, les statues de Lénine sont toujours là, les gens chantent volontiers l'Internationale... La moitié des Russes, dites-vous, regrette la poigne de fer de Staline.

Ce n'est pas seulement moi qui le dis: tous les sondages vont dans le même sens. Mais c'est le Staline chef suprême de l'Armée rouge victorieuse du nazisme auquel le peuple voue un culte; c'est ce rôle historique qui amène les multitudes à minorer les exactions et les purges dont le dirigeant géorgien s'est rendu coupable. Il est important de comprendre que pour les Russes, il n'y a pas de solu-

«Si Poutine est si populaire auprès des moujiks, c'est parce qu'il réconcilie le présent et le passé».

1 Lire notamment *L'Axe du loup: de la Sibérie à l'Inde, sur les pas des évadés du Goulag*, Éditions Pocket, 216 pages et *Éloge de l'énergie vagabonde*, Éditions des Équateurs, 240 pages.

tion de continuité dans l'histoire: si Poutine est si populaire auprès des moujiks, c'est parce qu'il réconcilie le présent et le passé.

Les pages dans lesquelles vous notez que, après la parenthèse soviétique, les habitants des steppes retournent, un peu tolstoïens, à la vie rustique, à l'existence fruste des désolations rurales qu'ils ont connue avant Octobre 17, interpellent. Vous citez entre autres le cas de ce pilote d'avion de combat *Soukhoï* redevenu un homme des bois à l'image de Derzou Ouzala²?

Le phénomène est typique: aux antipodes de la classe moyenne qui se développe sur les ruines de l'URSS, le capitalisme dégrade de manière dramatique le niveau de vie

six mois et en décembre, janvier et février, la température y descend fréquemment sous les moins trente degrés, atteignant même parfois les moins cinquante en lakoutie...

La plus grande catastrophe du XX^e siècle

Beaucoup de Russes semblent déçus de la démocratie?

Certains disent n'avoir au fond pas besoin de la démocratie. Cette opinion ne reflète pas un sentiment antidémocratique. Elle signifie que la démocratie ne leur est d'aucune utilité: (exergue) pour beaucoup de Russes, la démocratie ne signifie pas l'accès à la parole pour tous, mais bien plutôt l'accès à l'enrichissement pour quelques-uns! En Europe, nous regardons Vladimir Poutine comme un autocrate. Mais tous les sondages le confirment: plus de soixante pour cent de la population russe lui sont favorables, l'opinion publique étant consciente que, en raison de l'immensité de son territoire, la Russie a besoin d'un État fort. De la poigne de fer du Kremlin...

Dans *Éloge des énergies vagabondes*, vous écrivez: «*Dans les territoires de feu l'Union, c'est sur l'anorexie des donzelles que l'Oréal a prospéré*», nombre de jeunes Russes, fascinées par le modèle occidental, se privant de nourriture pour acquérir des produits cosmétiques. Faut-il voir là une critique du passage à l'économie de marché?

Surtout pas! Je ne défends en rien l'ancien système soviétique d'économie d'État centralement planifiée. Certes, je ne trouve pas plus souhaitable le capitalisme qui sévit en Occident, même si, à choisir, mon goût pour la liberté m'inciterait à opter pour le libéralisme. Mais je porte, c'est vrai, sur la boulimie de produits tels que les cosmétiques —gsm, 4x4, etc.— qui caractérise une partie de la Russie, un regard critique de nature esthétique: j'estime regrettable que l'on ait remplacé un matérialisme par un autre... Je trouverais cependant déplacé de condamner cette soif de biens matériels au nom d'une critique de la société de consommation: c'est trop facile pour un Européen de l'Ouest qui a connu des décennies d'abondance.

Vous n'aimez en tout cas pas ce que vous appelez les «nouveaux Russes»?

Ce que j'apprécie chez un être humain, c'est la qualité de son rapport au temps, à la nature, aux autres; sa capacité à regarder son passage sur Terre comme une école de réflexion sur l'existence et sur lui-même. À ce titre, c'est exact, la voracité que l'on observe chez les «nouveaux Russes» me heurte: la vulgarité de leurs préoccupations choque mon besoin grandissant d'esthétiser ma vie...

Comment tous ces gens de peu avec lesquels vous avez vécu perçoivent-ils dès lors le rôle de Mikhaïl Gorbatchev?

Hors des cercles d'intellectuels, Gorbatchev est honni. La population paysanne, campagnarde, forestière... estime que son pays a été vendu aux étrangers et impute à Gorbatchev la responsabilité de cette braderie: elle regarde l'homme de la Perestroïka comme le grand soldeur de la Russie. Poutine parle droit au cœur du petit peuple russe lorsqu'il affirme que «*la chute de l'URSS a été la plus grande catastrophe du XX^e siècle*»... ■

Regards sur l'art contemporain russe

La réalité sociale postsoviétique se traduit par le désarroi et le chaos dont l'art contemporain se nourrit.

1989, le Mur de Berlin s'effondre, emportant, avec lui, une page de l'histoire, celle de plus d'un demi-siècle d'occupation soviétique et de régime communiste. La chute du «Rideau de Fer» va laisser place à un «après» et ses réalités irréversibles, évoluant vers un nouvel ordre social, culturel, politique, économique et médiatique à mille lieues des mythes et des espoirs forgés au creux de la dissidence et fondés durant l'occupation. Un «après» et ses réalités pouvant trouver dans le texte «*Après l'orgie*» de Jean Baudrillard, l'une de ses meilleures définitions. Un «après» où nous ne pouvons plus que simuler l'orgie, faire semblant d'aller dans le même sens en accélérant, en réalité, dans le vide. Un vide où les utopies se sont éteintes sous les «voix du silence» (communiste) ou sont mort-nées (capitaliste) sous les premières visions et désillusions d'un «monde merveilleux». Un vide où l'art se retrouve face à lui-même comme à un nouvel environnement, de nouveaux périls, de nouvelles préoccupations, de nouveaux problèmes impensés et impensables jusqu'alors.

À l'instar du retour à la mémoire, de la réécriture de l'Histoire, l'effondrement des régimes communistes redonne à l'art et ses acteurs le droit de voir, d'écouter, de toucher, et de sentir... Il restitue aux artistes l'écriture d'un réel comme celui d'un quotidien et d'un environnement absent depuis plus de cinquante ans. Écriture de «réalités défoncées», perdues et errantes, de «réalités médiatisées», imagées et repensées, de «réalités politisées», libérées et animalisées trouvant dans l'art, un espace et des formes d'expression capables de renouer avec la vérité et l'échange. L'art contemporain russe va devenir, au début des années 90, tour à tour, la réalité extérieure, la réalité plastique et la réalité intérieure. Il va s'emparer du regard avant d'en saisir l'âme. D'Oleg Kulik à Olga Chernysheva, la scène artistique

russe postsoviétique va dépeindre, à travers ses réalités et ses désillusions, son nouveau Monde, un «Monde de somnambule», un «Monde merveilleux» où les contes de Vitaly Komar et d'Alexander Melamid ne peuvent plus éclore.

Facing reality

Un monde merveilleux mettant au grand jour le «visage inhumain du capitalisme». Celui d'une misère et d'une précarité plus que présentes, d'un taux de chômage très élevé, et de privatisations dévastatrices.

Réagissant toujours à l'époque dans laquelle il voit le jour, ainsi qu'à ses problèmes, l'art russe (voire est-européen) enfante, dans le courant des années 90, une nouvelle génération d'artistes, détournée des critiques et réminiscences passéistes de la génération précédente, avide de proposer, comme nous le présente Bozena Czubak dans son essai *Facing Reality* (2000), une vision de l'art plus novatrice, consacrée à une critique plus contextuelle du capitalisme et de la consommation, capturant de bout en bout les fragments et les pièces d'un présent et d'un devenir nourris et désagréés, à la fois, par les désillusions d'une réalité sociale perfide et difficile. L'art ne continue plus son idée de mission sociale au sein de la communauté urbaine mais tend plutôt à la déconstruire par le biais d'un regard ironique dénué de toute naïveté. Un regard traduisant pleinement la désillusion d'une époque, d'un monde où l'on ne peut se réfugier.

Les populations et les artistes regardent, avec désappointement, la nouvelle réalité sociale qui se dresse devant eux. Une réalité où il n'existe plus de règle fondamentale, de critère de jugement, ni de vie. Une réalité où «*tout se dit, tout s'exprime, tout prend force ou manière de signe*».

Une réalité que vont dénoncer un grand nombre d'intellectuels tels que Dmitri Bortnikov, Natalia Jouravliova, ou Olga Slavnikova... et d'artistes tels que Vladimir Kuprianov, Olga Tobreluts, Anatoly Osmolovsky, Alexander Brener, Olga Kisseleva... ou Oleg Kulik. Figure charismatique de l'art contemporain russe, Oleg Kulik n'hésite pas à outrepasser les limites du bon goût pour amener le spectateur à des prises de conscience radicales, ou à les refuser. Chacune de ses actions comme chacun de ses mots sont chargés d'une signification illustrée dans les mots de Paul Valéry sur la modernité: «*la valeur n'est plus le beau, c'est le choc*». Ses actions et

Figure charismatique de l'art contemporain russe, Oleg Kulik n'hésite pas à outrepasser les limites du bon goût pour amener le spectateur à des prises de conscience radicales, ou à les refuser. Oleg Kulik – «*I bite America and America bites me*» (1997).

2 Personnage principal du film soviéto-japonais du même nom réalisé en 1975 par Akira Kurosawa. Il relate l'amitié entre un topographe russe et un Sibérien de pure souche qui vit du commerce des peaux de zibelines dans la taïga au début du XX^e siècle. Le scénario, basé sur une histoire vraie, est tirée du livre éponyme de Vladimir Arseniev, capitaine et géographe russe qui s'est rendu à l'époque dans la taïga afin de la cartographier.

ses performances «animales» dénoncent l'époque dans laquelle est immergé l'artiste, à savoir un puissant marché médiatique et un système néolibéral destructeur, proclamant les valeurs d'un individualisme effréné.

Un discours subversif que l'on va retrouver dans les travaux d'Alexander Vinogradov & Vladimir Dubossarsky. Ce «couple d'artistes» se distingue du conceptualisme moscovite d'époque en affichant son goût pour la société (et l'idéologie) consumériste et capitaliste, sa mode et ses mythes.

L'œuvre de Vinogradov et de Dubossarsky offre une vision très contemporaine d'une «Russie dans le feu». Un regard se défiant du quelconque, plongé dans les profondeurs du kitsch. Leurs œuvres, qu'elles participent à une entreprise de démystification ou de dénonciation, sont le produit et le véhicule d'une société de transition et d'un nouveau contexte culturel: elles ne sont ni en avant, ni abstraites de l'histoire des choses. Leur travail se fait la critique d'une réalité sociale postsoviétique plongée dans l'image et la fiction, le désarroi et le chaos. L'art de Vinogradov et Dubossarsky tente d'éprouver les «nouvelles» frontières

qui peuvent exister désormais entre la culture et la réalité sociale postsoviétiques. Il démythifie une réalité, un monde fabriqué de toutes pièces, un vitrail quasi religieux nous édictant morales et normes.

Un vitrail que font voler en éclats les travaux photographiques (entre autres) d'Anastasia Khoroshilova ou d'Olga Chernysheva. Élève de Jörg Sasse, Anastasia Khoroshilova s'empare, dans son travail, de la réalité sociale russe post-soviétique. L'artiste y saisit chaque visage, chaque expression, chaque expérience. Son œuvre tente de voir au-delà des masques; elle tâche de capturer l'état d'esprit de la personne portraiturée, de son âme, comme de l'«âme de la Russie contemporaine». Son travail ne consiste pas en une seule étude sociale de la société russe, il s'engage dans une (con)quête sociale, identitaire, une (con)quête du réel, comparable, en cela, à celle de l'écrivain Turgenjew. Une quête

qui n'est pas sans nous rappeler le travail atypique d'Olga Chernysheva. Millimétré, fixé, le cadrage de l'artiste laisse transparaître, au travers de regards et d'espaces partagés entre dignité et abattement, misère et condition humaine. Portraits frontaux, le sujet regardant l'objectif, scènes de rue et paysages urbains, les photographies d'Olga Chernysheva témoignent d'une Russie postsoviétique, marquée dans sa chair par une vertigineuse fracture sociale laissant les plus humbles mourir la gueule ouverte.

Un art de/en rupture

Au cœur d'un cyclone qui n'a de substance que le réel, l'art contemporain russe ne peut que réagir comme il ne peut être qu'envisagé dans le temps et les multiples contextes particuliers où il a été réinterprété. Il est dans le monde auquel nous participons tous où il s'institue comme «instauration de la vérité», déconstruisant sur son passage tout arrière-monde ou monde imaginaire. L'art contemporain russe se fait, à la fois, l'acteur et l'instrument d'une *Weltanschauung*, d'une conception du monde propre à chacun selon sa sensibilité particulière. Il vient sortir, avec force et parfois brutalité, nos regards et nos consciences de leur somnambulisme. Ses œuvres viennent nous rappeler les amputations et les difformités d'un monde «glocalisé», au bord de la rupture, défiguré par ses propres leitmotiv.

C'est un art de/en rupture, figeant le banal quotidien qui fuit autour de nous, tendant un miroir glacé dans lequel se reflète une société obsédée par la norme. Une psyché où l'artiste devient un sujet susceptible de «puer le réel du monde».

L'art contemporain russe essaie de décrire concrètement le réel, de comprendre l'expérience humaine, de «revenir aux choses mêmes». Il nous entraîne dans un autre monde, bien distinct du monde ordinaire et quotidien, un «monde merveilleux» bâti sur les ruines d'un déclin et les désenchantements présents. Un «monde merveilleux» au futur indéfini qui n'a de merveilles que dans les idées et les images qu'il produit.

Un marché encore en marge

À l'instar des marchés des pays de l'ancien bloc communiste (de l'Estonie à la Bulgarie en passant par la Pologne, la Slovaquie, ou l'Ukraine...), le marché de l'art russe demeure, à l'heure actuelle, en périphérie, en marge du «Centre» occidental. Si quelques artistes et galeries arrivent à pénétrer, après maints efforts, la tour d'ivoire —on peut penser à la Galerie Regina ou à de grandes figures comme Kabakov, Komar & Melamid, ou Kulik...—, la plupart d'entre eux vivent dans la précarité et l'ignorance. La privatisation des institutions artistiques et le quasi-arrêt des subventions publiques ont entraîné, au début des années 90, une grande majorité des artistes dans la pauvreté et le chaos. Une situation invitant les artistes de l'autre côté du «*Rideau d'argent*» à partir en «exil» (hors de la zone périphérique) afin de pouvoir se développer et «vivre» de leur art. Une situation qui sera difficile à dénouer... ■

Olivier Vargin,

Doctorant en Sciences de l'Art à l'Université de Provence (France)
Critique d'art, spécialiste de l'Art contemporain est-européen

Vous avez dit «séparation Église-État»?

J'entends souvent énoncer, dans le monde laïque, cette affirmation: «la laïcité, c'est la séparation de l'Église et de l'État!». Outre que cette affirmation est schématique (on schématise la laïcité républicaine de nos voisins), elle ne tient pas compte de la difficulté de mettre une frontière étanche entre ces deux entités que sont les Églises et l'État. C'est évidemment vrai en Belgique, mais c'est aussi une réalité française, comme vous allez le comprendre.

Cette affirmation «la laïcité, c'est la séparation de l'Église et de l'État!» est donc schématique: elle s'appuie sur un modèle qui n'existe pas même en France, pays laïque (Constitution de 1946). En effet, notre grand pays voisin ne subventionne pas les cultes (terme juridique désignant les religions dans nos pays). C'est très bien, mais il en garantit leur libre exercice (l'article 1 de la loi française de 1905 garantit le libre exercice du culte).

Garantir, c'est davantage que respecter. Garantir, c'est se porter garant, c'est s'assurer du bon fonctionnement de, c'est faire en sorte que les croyants puissent pratiquer leur religion. La liberté religieuse n'est pas que formelle, dans cette optique. Elle implique un engagement de l'État qui veut que le principe de non-subventionnement soit limité par le principe de libre exercice.

Bref, les Églises, et en particulier l'Église catholique, se sont toujours bien adaptées aux différentes situations nationales qui se sont bâties après la chute de l'Ancien Régime (Concordats ou autres dispositions particulières), même si cette adaptation a pu susciter des crises entre le Vatican (qui est aussi un État) et les États concernés.

Dire que «la laïcité, c'est la séparation de l'Église et de l'État!», c'est effectivement relever la contradiction qui saute aux yeux: garantir le bon fonctionnement d'un culte va s'opposer au principe de non-subventionnement de celui-ci¹. Les peuples d'un pays auront toujours à cœur d'entendre sonner les cloches des églises ou de participer aux fêtes religieuses,... Il n'y a pas d'étanchéité entre ces deux entités que

sont les Églises et l'État²: les citoyens qui composent un État ont aussi des conceptions de vie qui s'expriment dans la cité.

C'est pourquoi l'interprétation libérale a prévalu outre-Quiévrain puisque le législateur français a résolu cette contradiction en indiquant (Art. 2 de la loi de 1905): «*Pourront toutefois être inscrites audits budgets les dépenses relatives à des services d'aumôneries et destinées à assurer le libre exercice des cultes dans les établissements publics, tels que lycées, collèges, écoles, hospices, asiles et prisons*» — liste ultérieurement étendue à l'armée.

On peut dire que les conseillers laïques belges connaissent cette facette du pluralisme philosophique de l'action laïque et que les cours de morale ou de religion dans les seules écoles publiques montrent que l'approche belge offre des points de comparaison originaux et sans doute plus dynamiques en ce qui concerne la laïcité organisée. Ce parallélisme que fait la laïcité belge entre aumônerie et assistance morale laïque³ n'est pas connu en France.

En ce sens, si la France donne parallèlement à ce qui se fait pour les aumôneries, une place pour tous les cultes, à la télévision (budget du service public), les Belges donnent aussi la parole à ceux qui ne se reconnaissent d'aucun culte (émissions de philosophie et de morale laïques à la radio et à la télévision) et la présence des conseillers laïques dans les hôpitaux, les prisons et à l'armée⁴ est assurée.

La question qui est posée, aujourd'hui, que des populations étrangères souhaitent pouvoir pratiquer librement leur religion dans leur pays hôte, est de savoir comment répondre au principe de libre exercice autrement qu'en transgressant le principe de non-intervention?

Je rappelle que l'article 13 de la loi française de 1905 prévoit la gratuité de la mise à disposition des églises, temples ou synagogues et que la loi française du 13 avril 1908 énonce: «*L'État, les départements et les communes pourront engager les dépenses nécessaires pour*

l'entretien et la conservation des édifices du culte dont la propriété leur est reconnue par la loi».

Il semble que beaucoup de communes françaises aient conclu un nombre important de baux emphytéotiques avec des associations cultuelles pour ce qui concerne des terrains destinés à la construction de nouveaux lieux de culte. D'ailleurs, un rapport du Conseil d'État français datant de 2004 nous indique que cette pratique du bail emphytéotique est d'application courante pour des églises, des mosquées, des temples ou des synagogues.

Nos voisins ne devraient pas modifier leur loi de 1905 car ils peuvent en donner une lecture libérale, c'est-à-dire, comme en Belgique —où le contexte politique est différent—, se donner les moyens pour que chacun puisse aborder librement, avec des représentants religieux ou non, des questions relevant du sens qu'ils donnent à leur vie⁵.

Verra-t-on demain la France qui, en défendant la laïcité, complètera la loi de 1905 en y proposant l'égalité entre croyants (c'est probable) et non-croyants (ce sera plus difficile)?

En Belgique, la «communauté des sans communauté»⁶ a été constitutionnellement reconnue. C'est qu'il a été possible d'articuler l'humanisme philosophique (la laïcité comprise comme un art de vivre, une conception de vie parmi d'autres conceptions) sur l'humanisme politique (la laïcité républicaine comprise comme un idéal universel), dans un contexte où la séparation du temporel et du spirituel n'existe pas⁷. Cette conception n'est pas toujours comprise, en France, peut-être parce que le communautarisme y pointe le nez comme ailleurs en Europe où que l'exception française (la laïcité républicaine) est toujours considérée comme le meilleur compromis⁸ possible pour faire du «vivre ensemble» un horizon qui fait ses preuves.

À voir. ■

Marc Mayer

Chargé de cours École de Santé publique et Centre interdisciplinaire d'étude des religions et de la laïcité – ULB

Bibliographie (sélection)

- O. Vargin, «Après le Rideau...», revue *Culture Europe*, juin 2004.
- «La situation économique de l'art est-européen: le Rideau d'Argent», *Colisee*, 10/06/2004.
- «Le Clair-Obscur de la peinture contemporaine est-européenne». Numéro de novembre/décembre 2006, *Le Courrier des pays de l'Est*, Édition de la Documentation Française.
- «Où en est la chute du Mur en matière de circulation des artistes et des œuvres d'Europe de l'Est?», *Colisee*, 5/12/2006.
- Biennale de Prague 3: Glocal and outsiders: connecting cultures in Central Europe. Art11.com, août 2007.
- «Un entretien avec l'histoire: l'art de Nebojsa Seric-Soba» [Bosnie-Herzégovine], 25/08/2007, *Le Courrier des Balkans*.
- *L'Espace Personnel* de Tanja Ostojic. Art11.com, août 2007.
- *Art en Europe 1990-2000* sous la direction de Gianfranco Marianello, 2002, Milano, Skira Editore.
- *Aspects/Positions. 50 Years of Art in Central Europe, 1949-1999*. Sous la direction de Lorand Hegyi [2000], Museum Moderner Kunst Stiftung Ludwig, Wien.
- *Passage d'Europe. Réalités, Références. Un certain regard sur l'art d'Europe Centrale et Orientale*. [2004]. Sous la direction de Lorand Hegyi. Éd. Cinq Continents & Musée d'Art Moderne de la ville de Saint-Étienne.

Webographie (sélection)

- Galerie Regina: <http://www.regina.ru/>
- Colisee: <http://www.colisee.org>
- Informations sur l'art contemporain russe: <http://art4ru/?lg=en>
- <http://www.guelman.ru/xz/english/XX22/XINDX.HTM>
- <http://jgueron.free.fr/>
- Revue *Regards sur l'Est*: <http://www.regard-est.com/>
- Site de l'art contemporain Art11: <http://www.art11.com>

Le Glaive et la Croix: le retour!

Jesus Camp: «Laissez venir

La propagande religieuse fondamentaliste est nauséabonde. Quel qualificatif utiliser alors quand elle «convertit» les enfants à ses fins fascistes? L'Amérique «saine», celle du Seigneur, des puits pétroliers, de l'armement et du KKK, n'a pas baissé les bras. Elle s'organise. Un film-choc la découvre... impudiquement.

Jesus Camp, documentaire-«vérité» américain sur un camp «de vacances» pour petits Américains propres sur eux, révèle froidement des pratiques que l'on croyait disparues... avec l'Inquisition. D'emblée, ce film assez court se centre sur ce qu'on peut appeler «une

mère de famille» américaine exem-plaire. Elle *enseigne* à son petit garçon «*qu'il ne faut pas croire toutes ces sor-nettes sur le réchauffement climatique: rien n'est prouvé!*». Et un coup pour ces écolos de Démocrates!

Après l'«information» et la mise au pilori de la «mascarade darwinienne», autre *must* américain, le documentaire tourne résolument au film d'horreur confessionnel, évoquant un de ces té-léfilms *évangéliques* qui circulent sous le manteau aux States et dont se ras-sasient plus de 50% des Américains. Chiffres à l'appui...

Le *programme* du camp —«Kids on Fire» (*Kids in Ministry*, les Enfants dans le Ministère)— glace le sang: des en-fants en larmes, littéralement tordus de douleur, se repentent de tas de choses indigentes, du style «confesse» mais en plus *hard*. Le couronnement de la «faute» étant d'avoir lu les aventures d'Harry Potter: un sorcier! Et donc un ennemi de Jésus. On ne sait pas si on doit rire ou pleurer. Autre scène mar-quante: des sortes de ringards, ridicu-les dans leurs pantalons à carreaux, se présentent comme «parents d'élèves». Ils produisent une –pathétique– effigie en carton de George W. Bush que toute l'assistance est appelée à vénérer.

Une scène de lobotomie collective suit l'embrassade: un lobbyiste «pro-life» explique aux enfants qu'ils ont «*tous été créés par Dieu, avec pour chacun un joli petit projet de vie écrit spécialement pour lui*». Il glisse dans leurs mains une poupée censée évoquer un embryon et leur «explique» que des milliers de

«gentilles petites créatures de Dieu» telles que celles-là ont été assassi-nées. On leur a «arraché le droit de vi-vre». Il les bâillonne d'un morceau de ruban rouge souligné de l'inscription «life». La scène, écœurante, se termine par une nouvelle demande de «prière», cette fois en faveur du futur juge (élu depuis) à la Cour Suprême US, un can-didat «pro-life».

Séquence finale: le petit bataillon d'enfants est emmené au Congrès, à Washington, le bâillon sur la bouche, pour faire pression sur une élection qui aboutira —en effet— à l'élection de Samuel Alito, *honorable* (?) juge «suprême».

Madrassas américaines

Les familles aperçues dans ce film glaçant de Heidi Ewing et Rachel Grady représentent une force électorale influente qui fait résolument entendre sa voix dans la vie culturelle et politi-que américaine, où elle est considé-rée comme «très respectable». Ces Croisés préparent non seulement le «Second Coming» —soit la se-conde résurrection de Jésus— mais s'apprennent également «à reprendre le pouvoir en Amérique au nom du Christ».

L'illuminée et responsable (si peu!) de ce «camp» —qui en rappelle d'autres— s'appelle Becky Fisher. Sorte de walkyrie obscurantiste, cette femme-pasteur pentecôtiste (une branche puritaine qui se distingue par

l'exubérance très émotionnelle, à dé-faut d'être humaine, avec laquelle ses croyants expriment leur foi) prêche exclusivement pour les enfants.

C'est pour eux qu'elle a fondé ce camp dans une forêt du Dakota du Nord. Un camp de vacances ouvertement voué donc à les endoctriner: ce qu'elle con-firme... devant la caméra! Inlassable-ment, elle houspille, harangue les enfants, non sans hystérie. Mais elle trouve aussi le temps d'encenser son modèle: les madrassas des fonda-mentalistes musulmans qui ont, les premiers, «compris» que l'âge tendre est «le plus propice» pour convaincre un individu de mourir en martyr. «*Il est grand temps de nous y mettre, comme ces croyants musulmans exceptionnel-lement déterminés*», claironne la cin-glée, «*et nous triompherons parce que nous détenons la vérité*»!

Les collusions entre la politique gou-vernementale et le mouvement évan-gélique (avec les Bush à leur tête et 38% d'Américains) sont connues de-puis longtemps. Les liens, au moins idéologiques, entre les évangéliques et les extrémistes musulmans sont, par contre, toujours du domaine de la dénégation. Les Démocrates ayant remporté les dernières élections, ces fanatiques sont actuellement dans un creux. Il semblerait d'ailleurs que le «camp» n'existe plus... formellement. Pour mieux renaître, ailleurs, chaque année?

Quelques chiffres sur les évangéliques aux États-Unis cités dans *Jesus Camp**

- 38% des Américains, soit 100 millions de personnes, se définissent comme évangéliques.
- Ils représentent 53% des suffrages exprimés lors de la dernière élection présidentielle, leurs voix s'étant portées sur George Bush, lui-même chré-tien évangélique. Ils détiennent une majorité de sièges dans plus d'un tiers des commissions républicaines.
- 100 millions d'Américains écoutent des radios chrétiennes, soit une pro-gression de 43% en cinq ans.
- Deux églises évangéliques sont ouvertes chaque jour.
- 54% des Américains ne croient pas aux théories évolutionnistes de Darwin, qualifiées d'«élucubrations»!

* The Barna Research Group (USA) est à l'origine de la plupart des statistiques protestantes citées ici: www.barna.org. Préférer la version originale, car la traduction française laisse à désirer. Voir aussi «Blog-dei»: <http://www.blogdei.com>. C'est le principal site évangélique américain.

Voir aussi le dossier qu'Espace de Libertés a consacré aux évangéliques en décembre 2006 (n°348), toujours disponible.

Une communauté particulièrement extrémiste? Sans doute: les évangé-liqués «modérés» ont d'ailleurs tenu à se démarquer de cet encombrant camp, mais à demi-mot et d'une fa-çon assez pernicieuse: en dénonçant les *mécréants* qui tentent de se ser-vir d'un tel film pour mettre à mal «un honorable retour à la Foi la plus pure»! Vraiment?

Voire. La séquence la plus savoureuse du film est celle où l'on voit le pasteur-star Ted Haggard inciter un jeune homme à poursuivre dans la voie du prêche, «*notamment en jouant*», dit-il,

«*de son joli minois*»! Haggard, père de cinq enfants, a dû démissionner en 2006 de ses fonctions de leader de la «New Life Church» après avoir recon-nu qu'il s'était fait «masser» par un jeune prostitué de Denver, après lui avoir acheté des amphétamines! Ce qui cadre déjà moins nettement avec la pureté tant célébrée... ■

Olivier Swingedau

.....
Jesus Camp a reçu le Prix spécial du jury au Tribeca Film Festival et il a été nommé aux Oscars 2007, catégorie «Meilleur Documentaire».

Prêtres pédophiles: l'Église américaine paie

Le montant des indemnités que les évêchés américains doivent payer aux victimes de leurs prêtres pédophiles n'en finit pas d'augmenter.

Il y a trois ans¹, je m'étais arrêté à un total de 650 millions de dollars. Le 16 juillet 2007, le seul archidiocèse de Los Angeles a été condamné à ajouter 660 millions de dollars aux 114 millions qu'il avait déjà payés².

L'archidiocèse compte 288 paroisses. 75% de celles-ci ont été à un mo-ment ou à un autre desservies par un prêtre pédophile. À l'heure actuelle, 570 plaintes ont été déposées contre 221 prêtres.

Pour l'ensemble des États-Unis, on en est depuis 2000 à deux milliards de dollars d'indemnités. Après ceux de Portland et de Tucson, les évê-chés de San Diego, Davenport et Spokane ont utilisé une sorte de concor-dat pour ne pas payer.

Bien évidemment, pour payer, les évêchés doivent vendre leurs proprié-tés, souvent admirablement situées au centre-ville. Boston a déjà vendu pour 200 millions de dollars.

Mais loin d'avoir retenu la leçon du Banco Ambrosiano, l'Église mélange ecclésiastiques et affairistes et s'en remet à des personnages douteux. Un des principaux agents de l'Église est Raffaello Follieri, 29 ans, qui s'oc-cupe d'une société holding chargée de la vente des biens des diocèses américains, une société dont le consultant est le neveu du cardinal So-

dano, ex-secrétaire d'État du Vatican. Follieri est lié au fils d'un parrain de la mafia qui a déjà été condamné. Il a des rencontres avec le cardinal Renato Martino, certes ancien représentant du Saint-Siège à l'ONU, mais actuellement président du conseil pontifical Justice et paix, dont on se demande ce qu'il a à voir dans la question³.

Même pour l'Église, il n'y a pas de miracle: l'argent et les embrouilles immobilières attirent les requins.

Normal tout cela? Purement accidentel? Notons qu'il n'y a pas d'évêchés protestants dans cette situation.

En Italie, un célèbre prêtre très médiatique et ami de Berlusconi, Don Gelmini, est accusé d'abus sexuels par cinq de ses anciens pensionnai-res⁴. Là, cela ne devrait pas coûter trop cher... ■

P. D.

-
1. Cf. P. Darteville, «L'Église doit payer», *Espace de Libertés* n° 323 (septembre 2004), p. 30.
 2. Claudine Malard, «À Los Angeles, l'archidiocèse indemnise les victimes des prêtres pédophi-les», *Le Monde* du 17 juillet 2007.
 3. Adrien Dutilleul, «L'Église américaine en eaux troubles», *Golias*, n°110, septembre/octobre 2006, pp.7-8.
 4. Cf. Salvatore Aloise, *Le Monde* du 9 août 2007.
-

Une interview de Marco Martiniello

Un état des lieux migratoire

Un ouvrage fait le point sur l'immigration et l'intégration en Belgique francophone. Avec le but avoué d'inspirer ceux qui prendront les décisions de demain.

Son originalité? «*Nous avons essayé de faire un état des lieux pour fixer ce que l'on sait et ce que l'on ne sait pas chez nous*», explique Marco Martiniello, professeur à l'ULG et auteur avec une vingtaine de chercheurs d'*Immigration et intégration en Belgique francophone. État des savoirs*. Andrea Rea (ULB) et Felice Dassetto (UCL) ont conduit avec lui cet imposant travail interuniversitaire qui veut faire le point sur le phénomène migratoire dans la partie sud du pays. Et tord au passage le cou à quelques (vieux) canards.

Espace de Libertés: Marco Martiniello, vous avez voulu en finir avec les clichés et les préjugés qui occultent notre regard sur l'immigration et l'intégration. Lesquels en particulier?

I Marco Martiniello: Malgré l'existence d'analyses pertinentes, certains profitent des lacunes d'un savoir regroupé pour avancer des jugements à l'emporte-pièce. Comme Daniel Ducarme qui a prétendu que les politiques d'intégration ont échoué en Belgique. Sans donner la moindre preuve de ce qu'il avançait. Or la nuance veut qu'il y a des choses qui ont réussi, d'autres qui ont raté. On ne peut pas sur la base de l'expérience que l'on possède condamner 50 ou 60 ans d'expérience migratoire en Communauté française de Belgique.

Quels exemples de réussite et d'échec?

I Marco Martiniello: Le premier exemple de réussite concerne la participation politique. Lorsqu'on examine la représentation politique des immigrés au niveau local, on voit que la ville de Bruxelles est un cas très particulier dans l'Union européenne. Avec parfois même une surreprésentation des populations immigrées dans les conseils

communaux. Je ne suis pas en train de dire que c'est une bonne ou une mauvaise chose, mais cela témoigne d'une participation politique qui n'est pas observée de la même manière dans les autres pays européens. Certains collègues français trouvent cela génial. Il faut savoir que celle-ci est liée au renouvellement de la citoyenneté et, partant, à la construction d'une société plus cohésive.

Réussite également dans tout ce qui est culturel et artistique, domaine non abordé dans le livre. L'apport des immigrés est souvent considéré ici comme anodin, voire ignoré, mais il est important à différents niveaux.

Au niveau de l'emploi enfin, malgré des taux de chômage parfois très élevés dans certaines régions du pays, on voit qu'il y a l'émergence ici et là d'un entrepreneuriat de souche immigrée. Il y a aussi des immigrés qui font carrière dans certains métiers comme dans les strates de l'administration.

Et les échecs de l'intégration?

I Marco Martiniello: L'échec n'est souvent que l'autre face de la réussite. Pour revenir à la participation politique, des ressortissants étrangers et/ou belges d'origine étrangère restent hélas en dehors de la citoyenneté active, à l'instar de certaines franges de la population belgo-belge. Et là, c'est un échec. Mais on pourrait prendre n'importe quel secteur où des réussites sont observées et montrer que dans celles-ci il y a des choses perfectibles. On remarque par ailleurs que dans nos villes et dans nos quartiers, le tissu social s'effrite et que les relations entre les différentes composantes de la société ne se déroulent pas de manière harmonieuse. Certains parlent de repli communautaire. Il touche à la fois la majorité de la population et les minorités.

L'école est parfois accusée de ne rien faire pour lutter contre les discriminations. C'est aussi votre impression?

I Marco Martiniello: Certains estiment plutôt que l'école n'est pas là pour intégrer, mais pour enseigner. Reste qu'il existe une difficulté dans l'enseignement de la Communauté française à prendre la mesure des différents mécanismes discriminatoires qui sont aujourd'hui à l'œuvre et à trouver la parade en termes de politique publique. L'école continue à reproduire certaines inégalités sociales qui deviennent parfois des inégalités ethnoraciales. Cela pose un problème. Mais il n'y a pas que de discrimination sur une base raciale, ethnique ou religieuse. Celle-ci se place au niveau socioéconomique. La situation est très différente selon la ville ou le quartier où l'on se trouve.

On observe que l'accueil des nouveaux venus est de plus en plus placé sous le signe de la méritocratie dans plusieurs pays européens. Pour être accepté, l'immigré doit apprendre la langue, connaître les us et coutumes du pays de destination. Qu'en penser?

I Marco Martiniello: Le message consiste à dire aux nouveaux arrivants qu'ils peuvent aspirer à des droits à condition qu'ils remplissent d'abord des devoirs: apprentissage de la langue, respect de la loi, adoption des modèles culturels dominants. Il est intéressant pour le chercheur de constater que lorsqu'on met les devoirs avant les droits, on se situe dans le camp conservateur. J'ai l'impression qu'aujourd'hui en Europe, on va plutôt dans le sens d'une vision conservatrice de la société. Mais je remarque aussi que partout, on admet qu'il y a une nouvelle immigration, ce qui n'était pas le cas il y a dix ans; que nous sommes un continent d'immigration et que nous continuerons à l'être pour des raisons économiques, politiques, démographiques, etc. Quelque part, c'est déjà un progrès. Il y a dix ans, on en était en-

core à l'immigration zéro. Aujourd'hui, le discours est tout de même différent.

Enfin, plus personne aujourd'hui dans la recherche ne soutiendrait l'idée qu'il est inutile d'apprendre la langue du pays dans lequel on va habiter. Si les pouvoirs publics poussent à cet apprentissage, ils encouragent aussi à l'intégration. Quant à savoir s'il faut aller vers l'obligation, c'est une question de choix politique. En tant que citoyen, je pense qu'elle peut avoir des effets néfastes et pervers.

© Izis/Paris Match/Scoop

L'immigration est une composante structurelle du renouvellement des sociétés. Des émigrés du Banat d'origine française reviennent en France pour faire revivre un village du Midi en ruines, vers 1949-1950. Musée de la photographie, Charleroi – *Izis à travers les archives photographiques de Paris Match, 1949-1969 – jusqu'au 13 janvier 2008.*

Il est beaucoup question aujourd'hui d'immigration légale, notamment pour contrer le vieillissement de la population. Cette question a longtemps été taboue en Belgique comme en Europe. Vous n'avez pas l'impression qu'on arrive un peu tard?

I Marco Martiniello: On arrive très tard. Cela fait très longtemps que les chercheurs essaient de provoquer ce changement de mentalité et d'expliquer que l'immigration est une composante structurelle du renouvellement des sociétés. Que le discours «immigration zéro» ne tient

insistant sur le respect de la culture néerlandaise, l'apprentissage de la langue, etc. Dans ce cadre, il peut y avoir des politiques de discrimination positive qui s'inscrivent dans une telle logique. En France, Sarkozy a défendu de telles politiques alors qu'il ne peut pas être qualifié de «grand multiculturel» devant l'Éternel...

Il y a eu en fait une espèce de déplacement. Ainsi la Flandre, qui s'était inspirée des Pays-Bas et de leur politique des minorités ethniques, revient aussi en arrière en insistant plus sur un agenda assimilationniste. En Belgique francophone, on s'inspire encore largement d'un modèle français républicain classique, mais on constate que la question de la diversité ne peut pas être occultée et qu'il faut trouver des réponses qui peuvent difficilement se limiter à dire que tout le monde doit s'assimiler.

A-t-on «quantifié» quelle politique —discrimination positive ou assimilationnisme— a donné les meilleurs résultats à travers l'Europe?

I Marco Martiniello: Non. Car on parle de choses qui ne sont pas au même niveau. Parler d'assimilationnisme consiste à dresser une conception de la société. Cela revient à dire que l'étranger —le différent— doit se fondre dans la masse et donc disparaître à terme. C'est un discours qui vise surtout à effacer la différence et la diversité culturelles.

Quant aux politiques de discrimination positive, elles partent du constat que dans la société, certaines personnes ou catégories de la population sont discriminées. Notamment sur le marché de l'emploi en raison de leur origine ethnique, de leur couleur de peau, etc. Cette situation est problématique pour la société dans la mesure où elle reproduit les inégalités. Il faut donc agir et des politiques d'incitation sont lancées pour essayer de rectifier le tir.

Les politiques de discrimination positive ne se situent pas au même niveau de réflexion que l'assimilationnisme qui est vraiment une théorie sur le devenir de la société. Il faudrait mieux opposer assimilationnisme à multiculturalisme. Et discrimination positive à politique généraliste. ■

Propos recueillis par Pascal Martin

→ Immigration et intégration en Belgique francophone. État des savoirs, sous la direction de Marco Martiniello, Andrea Rea et Felice Dassetto (Academia Bruylant).

Des frontières extérieures aux frontières intérieures

Sortir des absolus idéologiques, casser nos «murs de Berlin» mentaux...

Que de nostalgie à nous rappeler les cartes murales de notre enfance scolaire et les coloriages des cartes muettes. Notre représentation du monde était d'abord celle de limites, bordures, murs et frontières, usant nos *Caran d'Ache* à force de devoir les distinguer.

Frontières de protection, de contrôle étatique, de distinction économique, de référent politique et diplomatique. Nous étions tous des Aron en puissance.

Nous les percevions, ces frontières, comme de fabuleux marqueurs d'identité, de souveraineté et de contrôle. Frontières du pouvoir qui régit la vie: l'Europe, l'État, la région, la commune, qui se définissent encore et avant tout par les espaces et donc les limites géographiques de compétence et d'action. Calque aussi des obstacles de la géographie physique, dans leur

formidable arbitraire. Frontières qui renvoient aux territoires qui sont magnifiés par les musées ethnographiques, les régionalismes, les terroirs, le droit du sol, sans lequel nous ne pourrions saisir les «obsessions flamandes».

Elles sont, ces frontières, le résultat de la victoire ou de la défaite, de la violence ou de la conciliation, de la sécession ou de la réunification, du traité ou de l'arbitrage et même de l'acquisition en monnaie sonnante et trébuchante. Elles furent aussi le cadre autour duquel s'articulait l'exaltation nazie de la terre, du sol national, de la grande patrie avant d'être celle de la race.

Les frontières séparent souvent sans nuance les identités, créent une distance et renvoient à l'agressivité nationaliste, au sanctuaire qui se veut parfois expansif par essence vers les terres hostiles de l'autre côté. Nous sommes prêts alors pour

les horreurs de l'espace vital, de la tribalisation, de la pacification ethnique et des génocides. Demandez aux habitants de Mostar et de Srebrenica.

Pensons également au signifiant de la mythique Frontière américaine et de l'assujettissement des autochtones par la technique militaire, le chemin de fer et la prééminence immunologique. Frontières qui furent aussi celle de la bipolarité de la guerre froide, la frontière du mur berlinois et du rideau protégeant de l'altération idéologique et des jeux d'influence.

Les frontières semblent nous submerger.

- Elles sont décortiquées comme ruptures et particularismes sociologiques dans la distinction bourdieusienne, dans la séparation nouvelle entre méritocratie et égalitarisme.
- Elles séparent de manière sexiste l'homme de la femme voilée dans un espace à préserver.
- Elles créent un bouclier électronique censurant les cybercafés iraniens ou les millions d'internautes chinois en mal d'ouverture.
- Elles sont là pour tenter d'organiser l'ancrage au sol des référents culturels pour alimenter cette patrie culturelle que Frédéric Mistral nommait la «matrice».
- Elles nous harcèlent de leur cordon sanitaire et linguistique.
- Elles sont même dans le champ juridique du non-droit comme à Guantanamo ou extraterritoriale dans le périmètre intérieur des dépôts nucléaires américains des bases européennes de l'Alliance.

Fracture

La frontière, cette ligne de fracture, assujettit autant qu'elle protège, empêche autant qu'elle rassure.

Assurance et réassurance que nous avons tous vécues quand, enfants, nous délimitons nos espaces de jeux, nos cabanes dans les bois, nos guerres des boutons ou sans boutons, avant de dresser le territoire clos de nos chambres adolescentes avec sa frontière si présente par nos portes si bien verrouillées au regard intrusif des parents.

Le verrouillage, tel est aussi le maître mot derrière la frontière, avec celui des ghettos urbains, des zones de non-droit et des territoires perdus; celui des quartiers riches, parfois aujourd'hui clôturés, protégés et gardés.

Frontières tellement présentes malgré l'absence de murs entre les zones urbaines, périurbaines et rurales, avec

la territorialisation sociale dans un malaise s'exprimant en partie, rapelons-nous, au travers de centaines de carcasses de voitures dans l'Hexagone. Frontières aussi des replis sur soi communautaristes et religieux ou celle, plus subtile et subie, des espaces réservés de quête de chaque malheureux SDF.

Frontières aussi d'une Union européenne forcée à gérer les flux migratoires et les barbelés juridiques aboutissant parfois au refoulement dans des no man's land désertiques, antichambre de la résignation, sinon de la mort.

Bien des accents nous renvoient au choc des cultures, au choc des civilisations, dont les fausses pistes nous furent répétées avec satiété par Samuel Huntington. Et s'il y a fragmentation des cultures souhaitée par les extrémistes religieux —ce que James Rosenau appelle la «fragmégration»—, elle repose principalement sur la volonté politique occidentale de protéger ses frontières «intérieures» d'un certain islam prosélyte et conquérant.

Les notions de hors du monde, de nouveaux barbares, de Sud instable imprègnent néanmoins la grille de lecture du monde pour bien des citoyens. «*Et tant pis pour le Sud*», comme le chantait Nino Ferrer. Les *limes* sont là et bien là.

Pourtant, notre Europe schizophrène de 85 000 km de frontières côtières a toujours été ouverte aux autres: des lames d'obsidiennes néolithiques de Lipari au substrat celtique, de la démocratie grecque à la diffusion du droit romain, des racines Vikings à l'édification médiévale, de l'héritage judéo-chrétien aux Lumières, en passant par l'islam, la Renaissance, l'esprit de révolte, le goût de l'aventure mais surtout ces identités culturelles cheminant par les grandes routes, l'art nomade.

Ces héritages le furent en bravant ces frontières que sont les murs de souverainetés religieuses, militaires, communautaires, d'alliances, d'empires ou d'États.

Mais l'Europe d'aujourd'hui est cosmopolite, réconciliatrice car elle veut dépasser les antagonismes historiques grâce aux pères de l'Europe qui vécurent proches des frontières. Objectif: rapprocher les peuples, donc les frontières. Et s'il est si difficile aujourd'hui à penser l'Europe, pour paraphraser Edgar Morin, c'est parce que l'Union se définit comme espace ouvert de paix, de stabilité, de liberté, de démocratie,

de sécurité commune, de solidarité et de droits de l'homme.

Face à l'impossibilité à tracer une frontière fixe, définir les limites, on se réfère à des valeurs comme frontières normatives, même si l'identitaire commun européen laisse encore à désirer. Certes, on imagine des cercles, des zones distinctes à la carte, une hiérarchie des contraintes et des exigences se calant sur les frontières internes, coopérations à la carte, frontières emboîtées comme Schengen ou l'eurogroupe. Certes, à mesure que les frontières internes à l'Union s'amenuisent, s'élabore une politique des frontières extérieures, avec les premiers garde-côtes européens de l'agence Frontex.

Mais la poursuite de l'élargissement qui nous rapproche des zones instables pour tenter de les transformer en États partenaires et de bon voisinage est celui de la réconciliation de la géographie et de l'histoire, d'une volonté de réduire les nationalismes chauvins et les conflits identitaires jouant sur les micro-frontières ethniques.

Au-delà, nous parvient la difficile question du «où commence et où finit l'Europe», celle de savoir si les frontières de l'UE sont celles de l'Europe gothique, d'un projet politique ou celles, inconnues, moulées sur l'horizon extensible de la démocratisation des autres pays, vers une démocratie-monde par élargissement indéfini de valeurs.

Ouvertures

Gardons-nous cependant des antagonismes imaginaires et de la peur du plombier polonais. De nouvelles frontières mentales nous guettent où s'édifie un langage à connotation populiste. Car l'avenir de l'humanité n'est pas dans le renfermement, mais dans l'ouverture, certes réfléchie, mesurée et codifiée.

Ouverture imposée par le plus grand briseur de frontières: la mondialisation avec ses flux transnationaux de personnes, de biens et de capitaux avec ce que cela implique d'injustices et de fractures d'une société duale, entre précarité et sûreté. Ouverture au monde au prix parfois de frontières sociétales intérieures.

Ouverture sollicitée par les lois de compétence universelle, l'internationalisation des cours pénales, les devoirs d'ingérence humanitaire brisant les frontières qui dissimulaient aupara-

vant exactions et violations des droits humains.

Ouverture imposée par les menaces asymétriques et le terrorisme qui se moquent depuis longtemps des frontières, tout comme le nuage de Tchernobyl qui, je vous le confirme aujourd'hui, ne s'est pas arrêté aux frontières de notre voisin du sud.

L'homme d'aujourd'hui est l'homme des réseaux, qui se vit de moins en moins en pensée territoriale et frontalière. L'espace devient monde et le village devient global, alors que la science déplace de plus en plus vite les frontières de l'inconnu, la sécurité commune et déterritorialisée. Son vocabulaire devient briseur de territoires par l'usage de néologismes: pluridisciplinarité, multinationalité, modularité, multiculturalité, multidimensionnalité, multipolarité. Quant aux médias, ils enjambent allégrement toutes les frontières.

Au-delà des expressions choc, si la citoyenneté est territoriale, l'humanité de l'homme en est constitutive. Il y a *Médecins sans frontières, Avocats sans frontières, Reporters sans frontières...*

Cela nous impose d'être attentifs aux frontières qui renferment l'homme dans ses absolus idéologiques, dans son égoïsme, ses rivalités, son intolérance, sa violence mortifère. Les murs du parti pris et des indignations sélectives, des réflexes pavloviens dans la lecture du monde.

Elles nous imposent d'être vigilants dès l'instant où elles nous renvoient au territoire du souvenir, au territoire de la mémoire de ceux qui dénoncent les frontières de l'intolérance et de l'intolérable.

Nous avons tous nos frontières dissimulées au tréfonds de notre pensée, parfois de nos actes: elles s'appellent préjugés, individualisme, indifférence, intolérance, rivalités.: «*Les problèmes ne viennent pas des murs ou des barrières, mais des émotions liées aux murs. Ce sont les murs émotifs, les murs intérieurs que nous devons abattre, pas les murs physiques*», pour citer Amos Oz.

Il nous faut sans cesse casser nos «murs de Berlin mentaux», ce que l'on nomme aussi «la pensée unique», d'où qu'elle vienne. ■

L'avenir de l'humanité n'est pas dans le renfermement, mais dans l'ouverture, certes réfléchie, mesurée et codifiée.

André Dumoulin

Politologue (ERM, ULg, ULB)

La biomédecine en clair

L'ouvrage de Valérie Sebag, *Droit et bioéthique** expose de manière synthétique et structurée le droit de la biomédecine, c'est-à-dire les normes juridiques destinées à encadrer les techniques médicales issues du développement des biotechnologies. Il est divisé en deux parties. La première décrit le contexte général de l'avènement du droit biomédical et se scinde en trois sections: l'histoire du droit biomédical, les normes internationales et le cadre législatif national. La seconde partie est consacrée aux grands secteurs du droit de la biomédecine et traite de la recherche scientifique, de la génétique humaine, de l'assistance médicale à la procréation,

La lecture de l'ouvrage suscite quelques remarques. La première est une interrogation à la fois naïve et fondamentale: quel est en définitive le sujet du livre? Le titre mentionne le droit et la bioéthique, mais dès l'introduction l'auteure annonce qu'elle traitera du droit de la biomédecine, un domaine circonscrit du droit médical et qui n'inclura pas ici la question des relations patient-médecin. Quelques paragraphes plus loin, nous apprenons qu'il ne s'agira pas en fait de parler de biomédecine mais d'un des fondements du droit de la biomédecine, la bioéthique. Par ce choix, l'auteure veut sans doute indiquer que le droit sera mis en relation avec les valeurs éthiques

plutôt qu'avec les progrès technologiques. Le domaine de réflexion et de pratique circonscrit par l'ouvrage est neuf et encore marqué par des fluctuations sémantiques importantes et des néologismes. C'est pourquoi un tour d'horizon des concepts en usage et leur clarification systématique

auraient été les bienvenus: cela aurait permis au lecteur de rapporter, par exemple, le terme couramment utilisé aujourd'hui de «biodroit» à l'objet de l'ouvrage.

La deuxième remarque porte sur le chapitre consacré à l'histoire du droit biomédical dans lequel l'auteure fait montre d'un bel esprit de synthèse. Par son sujet même, cette partie est la plus ouverte à l'interprétation personnelle. S'il est vrai, comme le dit l'auteure, que la bioéthique a été utilisée pour encadrer voire interdire la recherche et l'application de certaines techniques biomédicales, il ne faut néanmoins pas oublier qu'une de ses fonctions principales est de réfléchir de manière critique et libre sur leurs enjeux. Si les questions soulevées par la bioéthique peuvent

éveiller des attitudes protectionnistes, voire réactionnaires, la bioéthique ne peut cependant être réduite à celles-ci: elle porte aussi une dimension d'ouverture vers le monde des sciences et des techniques.

La troisième remarque concerne la limitation de l'ouvrage à l'horizon français, exception faite des onze pages du chapitre consacré aux normes internationales. Si un tel choix peut être justifié, il aurait été utile de le faire dès l'introduction et de signaler au lecteur qu'il existe aussi un autre grand système juridique différent et important en bioéthique, le système de droit anglo-saxon.

La quatrième remarque a trait au choix des documents synthétisés et commentés par l'auteur. Il n'est bien sûr pas possible d'adopter une approche exhaustive dans ce type d'ouvrage. Néanmoins, il est nécessaire d'éclairer le lecteur sur les motivations des choix effectués. Ainsi, par exemple, la Déclaration d'Helsinki approuvée par l'Assemblée médicale mondiale en 1964 est simplement citée, sans précision ni commentaire, dans le chapitre consacré à la recherche scientifique et ne figure pas aux côtés du Code de Nuremberg dans le chapitre des normes internationales. Pourquoi cette décision? Nous n'en savons rien.

Signalons enfin que la présence dans la bibliographie de sources électroniques aurait été très utile pour accéder facilement au contenu des textes synthétisés dans l'ouvrage.

Ces diverses remarques ne retirent rien au fait que *Droit et bioéthique* est un des rares ouvrages à proposer une introduction bien structurée aux documents fondamentaux du droit de la biomédecine et à le faire dans un langage accessible. Cet effort de communication à un public non spécialisé mérite certainement d'être salué. ■

Marie-Geneviève Pinsart
Philosophe (ULB)

Le cours de morale: une expérience vivante

Tout élève qui fréquente une école organisée par les pouvoirs publics (ville, commune, province, Communauté française) a le droit de suivre le cours philosophique de son choix ou de celui de ses parents, choix qui repose sur des convictions philosophiques personnelles, des habitudes ou en réaction à un vécu. C'est ainsi qu'aujourd'hui en Belgique, chaque parent peut inscrire son enfant à un cours des religions reconnues (Pacte scolaire) ou à un cours de morale non plus qualifiée de non confessionnelle mais inspirée par l'esprit du libre examen, définition positive du cours de morale, décrite dans le «décret sur la neutralité» (art. 5).

Il est important de savoir que le choix d'un cours philosophique ne peut entraîner aucune discrimination quant au cursus scolaire de l'élève. Souvent, les jeunes élèves effectuent leur propre choix quant au cours philosophique qu'ils veulent suivre, choix très souvent accepté par les parents et qui intervient de plus en plus tôt dans le parcours scolaire. Il est opportun de souligner qu'en référence à la Déclaration universelle des droits de l'homme, le décret du conseil de la Communauté française du 31 mars 1994 définissant la neutralité de l'enseignement de la Communauté stipule que «la diversité des idées est acceptée, l'esprit de tolérance est développé et que chacun est préparé à son rôle de citoyen dans une société pluraliste». Ainsi, l'enseignant est invité à passer de la pratique d'une neutralité passive, restrictive à une neutralité active. C'est pourquoi, aujourd'hui, s'agissant des méthodes ou des champs du savoir sur lequel porte le cours de morale, l'enseignant n'est pas conditionné par un a priori doctrinal, par une référence préalable à un dogme, mais fait recours à l'esprit critique. Si nous nous référons au nouveau programme du cours de morale dans l'enseignement secondaire, nous pouvons déduire que le cours de morale inspiré par l'esprit du libre examen véhicule des valeurs telles que: autonomie, responsabi-

lité, tolérance, justice, liberté, égalité, fraternité, engagement, solidarité, authenticité, bonheur, respect, respect de soi, des autres, des différences, travail, santé, épanouissement, devoir, droit, intégrité effort, remise en question, écoute, écoute active, tolérance active, action, disponibilité, Déclaration universelle des droits de l'homme, Convention des droits de l'enfant... Sans oublier la référence explicite aux choix fondamentaux de la laïcité:

- accéder à l'autodétermination par le libre examen
- refuser tout dogme
- considérer comme hypothèse toute théorie politique, philosophique, économique, religieuse
- privilégier la qualité de la vie
- assumer la finitude de l'existence
- refuser l'échec en tant que malédiction et fatalité
- reconnaître aux opprimés le droit à la révolte
- intégrer à notre culture l'apport des autres cultures
- défendre le droit de tous à s'épanouir dans le respect de la dignité de chacun
- vivre ses options dans tous les actes de la vie quotidienne..., ce qui nous amène à conclure que la formation et l'éducation morale ont pour finalité essentielle d'amener les adolescents à se construire comme une personne, un citoyen, un processus éducatif long et graduel basé sur le principe de la pluralité des valeurs qui développe à son tour le sens de la tolérance active. Le cours de morale devient une expérience vivante où se mêlent instruction, dialogue, action, éducation à la citoyenneté, apprentissage du «philosophe», avec comme finalité de faire des élèves des hommes et des femmes responsables du monde de demain, un monde plus humain, plus juste, plus démocratique, plus solidaire.

Aujourd'hui, le professeur de morale n'est plus comme par le passé

© AFP

Pour l'élève, l'occasion de s'engager. Pour le professeur, le guider dans ses recherches.

le représentant de la conscience morale mais un individu dans le groupe, être humain parmi les humains. Il a le devoir de s'exprimer avec toute sa conviction pour défendre les valeurs qu'il juge essentielles. Les idées doivent pouvoir être exprimées, confrontées, attaquées, sans crainte de l'opposition, mais au contraire en valorisant le pouvoir d'expression et le choix. Le cours de morale peut donner à chaque élève qui le fréquente l'occasion de s'engager, de prendre ses responsabilités: actions de solidarité, projet intergénérationnel, participation à la campagne Triangle rouge, collaboration avec Amnesty International... Mais l'enseignant ne doit pas oublier son rôle: guider dans les recherches, motiver, exercer à résoudre les problèmes, être à l'écoute, animer et, surtout, adopter une attitude conforme à son propre enseignement, celle d'un homme, d'une femme qui cherche, s'interroge, s'engage et accepte tant la confrontation que le changement. ■

Hélène Hasard

Professeur de morale et présidente du CML

Sources:

Outils de réflexion, *Le cours de morale laïque: lieu d'une société ouverte*.

Le programme de morale enseignement secondaire supérieur de plein exercice de la Communauté française. Réf. 181/2002/240.

* Valérie Sebag, *Droit et bioéthique*, Larcier, collection Droit des technologies, 2007, 192 pages, 27 euros.

Retour à l’obscurantisme

Penchons-nous sur ce fameux *Atlas de la création*, envoyé gratuitement et massivement l’année scolaire passée dans les écoles et les bibliothèques publiques. De grand format, richement illustrées, les 772 pages de papier glacé peuvent sembler attrayantes, d’autant qu’elles sont écrites dans un style très accessible. Au-delà de la forme, qu’en est-il du contenu?

Il vaut mieux s’accrocher tant on est face à une régression de la pensée qui nous ramène au pire obscurantisme d’avant les Lumières. Car, si le livre consiste en un redondant exposé d’une critique de la théorie de l’évolution de Darwin, au moyen de l’analyse des fossiles du monde entier (dont la reproduction en de grandes photographies couleurs constitue la plus grande part de l’ouvrage) qui prouverait l’erreur de Darwin puisque l’on ne trouverait aucun fossile témoignant des stades intermédiaires de l’évolution, il s’agit surtout de réaffirmer que «*tout ce qui existe sur terre est l’œuvre de Dieu*»¹. Si Harun Yahya, pseudonyme de l’auteur, qui selon la présentation, fait référence à deux prophètes (Aaron et Jean) ayant lutté «contre le manque de foi de leurs peuples»², se targue de démonstration pseudo-scientifique d’abord via les fossiles et ensuite via les cellules en se basant principalement sur la littérature créationniste anglo-saxonne, c’est de toute manière pour asséner une vérité indiscutable —«*Dans chaque détail de la vie, l’incomparable création et l’infinie science de notre Seigneur sont trop évidentes pour être dissimulées*»³— et ainsi disqualifier la science dont les progrès ne peuvent que nous éclairer sur cette constatation, sans essayer d’expliquer le pourquoi et le comment du fonctionnement de ce qui nous entoure.

Le livre n’est donc finalement qu’une longue succession d’arguments, se terminant toujours par des citations du Coran comme preuves ultimes, qui visent à combattre la philosophie matérialiste. Le lecteur en est d’ailleurs averti dès le quatrième de couverture qui résume parfaitement le contenu de l’ouvrage et les intentions de son auteur: «*Ces livres sont centrés sur un seul objectif: communiquer aux lecteurs le message du Coran et par conséquent les inciter à réfléchir à certains thèmes importants tels que l’existence de Dieu, son unicité et l’au-delà, et démonter les arguments des tenants des idéologies athées*».

L’Atlas de la création est un nouvel exemple de la recrudescence d’une idéologie obscurantiste, basée sur une vérité indiscutable et invérifiable qu’est l’existence de Dieu, qui après avoir dû faire profil bas depuis la victoire de la philosophie des Lumières et de l’Humanisme profite des incertitudes de ce XXI^e siècle pour revenir avec une explication simpliste et réconfortante du monde. Combattre de telles idées ne se fera que par une réaffirmation sans faille de nos valeurs de libre examen et par une éducation qui se doit d’être émancipatrice par l’apprentissage de l’esprit critique. ■

Julien Dohet

Le racisme, ce mal qui ronge une partie de la Flandre

Chokri Mahassine, député flamand et organisateur du Pukkelpop, un des meilleurs exemples de l’intégration en Flandre, s’est vu refuser l’accès d’un restaurant-discothèque de Hasselt à cause de sa couleur de peau. Des amis italiens l’avaient informé de cette situation. Il a en quelque sorte pratiqué un test de situation pour établir une présomption de discrimination.

Sa mésaventure est malheureusement un bel exemple de la permanence de la discrimination à laquelle doivent être confrontés de nombreux Flamands et allochtones moins connus que lui. Yves Desmet, directeur du *Morgen* a réagi: «*Nulle part en Europe, la participation des allochtones sur le marché de l’emploi n’est aussi faible qu’en Flandre. Nulle part en Europe, la différence entre le taux de chômage de la capitale et le reste du pays n’est aussi élevée qu’en Belgique. Autant de symptômes d’un racisme qui devient tellement fréquent que nous risquons de le trouver normal. La vie ensemble dans la diversité constitue toutefois un des défis imminents les plus importants. La note de 200 pages du formateur Leterme (ndlr: aujourd’hui légèrement surannée...) n’y consacre que deux paragraphes*»¹.

On aurait aimé voir autant d’ardeur dans la presse flamande pour dénoncer le caractère raciste de la délation d’Angelica et de sa mère, délation épinglée début juillet par *Le Soir*. ■

Olivier Starquit

1 Yves Desmet, “Alledaags », *De Morgen*, 11 août 2007, p2.

Marolles: Les Brigittines et le CPAS

Architectures nouvelles pour un quartier qui bouge

L’Italien Andrea Bruno et le Belge Philippe Samyn, architectes reconnus, ont livré deux bâtiments publics dans les Marolles, pour le compte de la Ville de Bruxelles. Le premier a réalisé l’extension des Brigittines, dotant le Centre d’Art des équipements qui lui manquaient. Le second a construit une antenne sociale avec crèche Place Bruegel, pour le CPAS. Deux bâtiments à forte identité, implantés dans un quartier où se cherche un équilibre entre habitat populaire et gentrification.

Bruxelles est pauvre en architecture nouvelle non stéréotypée. Il n’y a pas si longtemps, un *Livre blanc* a circulé, stigmatisant les réticences en la matière. Les occasions sont donc rares de prendre le pouls du cogito architectural indépendamment des productions de style néo-passéiste ou pseudo-minimaliste; sans parler de la promotion ordinaire, qui se complait au niveau des séries télé. On attend une architecture qui se démarque des tiédeurs ou des prétentions refuges, et qui active les débats urbains sans les tronquer. Une double occasion d’y réfléchir se présente, à portée symbolique.

Les aléas des fins de chantier retardant les photographies officielles, les deux illustrations sont des images de synthèse, sortes d’effigies «idéales» qui doivent pousser à se rendre sur place, car ces «objets» architectoniques ne prennent sens qu’avec le contexte spatiotemporel. Dans un cas, on est à l’ombre du Palais de Justice, où l’architecte Charles Garnier voyait, paraît-il, une «éléphance de l’art», et dans l’autre, on voisine avec la fracture de la Jonction Nord-Midi. Radicalement différentes, ces œuvres présentent des similitudes: elles sont environnées de reliquats du bâti historique, de logements sociaux, d’écoles et de monuments à caractère traumatique (la Jonction en est un). Ces environnements ont suscité récemment des aménagements spectaculaires d’espaces publics plus ou moins bien dessinés, l’ascenseur de la STIB dans un cas, l’esplanade de skateboard du Square des Ursulines dans l’autre. Et des deux côtés, la Ville pave et borne

à l’ancienne comme si de rien n’était. Les bâtiments partagent d’autres caractéristiques, comme la réarticulation des volumes existants ou l’utilisation spectaculaire d’acier et de verre. Mais là s’arrête la comparaison.

Andrea Bruno est connu pour ses interventions sur des ensembles historiques majeurs. Ici, il a opté pour une sorte de dédoublement par ajout d’un volume équivalent à l’ex-chapelle, avec interposition d’une travée vitrée groupant les circulations accessibles au public, dont un escalier très «théâtral». L’architecte a dessiné une enveloppe en acier Cor-Ten aux détails sophistiqués qui se pose en équivalent épuré de la partie baroque XVII^e. La structure en béton est assez basique et l’effort de design a surtout porté sur la physionomie générale. Pour le reste, une symétrie contraignante et des solutions très ordinaires pour les locaux de service, parasités par des équipements disposés sans maîtrise (mais tout y est, le commandant des pompiers sera content), escamotent la magie qu’on s’attendrait à trouver en pareil endroit. Ce centre d’art est signé par une peinture, certes, mais au prix de quelles raideurs! Cependant, comme l’indiquent de larges baies vitrées, les activités du Centre sont à présent ouvertes sur les alentours, comme désenclavées du point de vue des échanges avec les habitants.

Le site du CPAS présente lui aussi une intéressante rupture d’échelle quant au tissu urbain, mais qui a conduit au rejet de tout mimétisme (celui notamment qu’aime l’Urbanisme). La crèche s’ouvre par une façade ondoyante sur l’intérieur d’îlot, tandis que l’antenne sociale proprement dite se condense en une petite «tour» cylindrique dont le couronnement est assez élégant. Motivé par les nécessités du développement durable et de la cohérence constructive, l’usage de l’acier s’exprime par un rythme dense de poteaux déterminant le séquençage très (trop?) graphique du fenestrage. L’insistance de certains détails, notamment la rampe et l’escalier suspendu, fait regretter un manque

d’exceptions dans l’implacable partition visuelle des parois verticales. Cela dit, à l’inverse des Brigittines, la forme générale n’a pas été posée a priori, mais découle de l’inscription du programme dans un espace interstitiel où il n’était pas évident de proposer une architecture stimulante; l’autre gageure était la nouvelle image désormais associée au CPAS.

Deux réalisations hors des temps qui courent, à vocation sociale et culturelle, et appelant des initiatives plus prospectives encore. ■

Raymond Balau
Architecte urbaniste

Les Brigittines, Centre d’Art contemporain du Mouvement et de la Voix. Architectes Andrea Bruno (Turin) et SumProject (Bruxelles).

Antenne et crèche du CPAS de Bruxelles, près de l’angle des rues Haute et Notre-Dame des Grâces. Architectes Samyn and Partners, Bruxelles.

© Ph. Samyn & Partners, arch. & eng.

1 P.15.
2 P.4.
3 P.604.

Pierre-Paul Rubens

L'esprit critique en iconographie chrétienne

On a souvent vu en Pierre-Paul Rubens (1577-1640) un agent de la *re-conquista* spirituelle des Pays-Bas méridionaux entreprise à l'initiative des archiducs Albert et Isabelle. L'artiste anversois aurait mis son imagination et sa virtuosité au service d'une Église catholique militante, qui aspirait à se réapproprier une partie au moins des territoires que la Réforme lui avait contestés. Sa peinture proposerait une image rajeunie, plus efficace en termes de communication, plus directe et plus convaincante sur le plan visuel, des anciens dogmes et des anciennes certitudes du catholicisme. Elle constituerait le pendant, dans le domaine artistique, de cette nouvelle manière de prêcher, inspirée de la rhétorique anti-

que, que propageaient les Jésuites et aurait été une composante à part entière d'un dispositif général visant à un plus grand contrôle clérical sur les populations, dispositif mis en place dans les principaux pays de l'Europe catholique à la suite du concile de Trente (1545-1563).

Cette vision des choses n'est certes pas inexacte, et la part prise par Rubens et par son style pictural si caractéristique dans la «refondation» d'une identité catholique sur le territoire des Pays-Bas espagnols ne saurait certes être sous-estimée. Mais il serait réducteur de ne voir en l'artiste anversois qu'un habile propagandiste au service du clergé. Rubens, dont on connaît le très haut niveau de culture personnelle —il lisait et écrivait le latin, l'italien et le français— pouvait se targuer d'un esprit critique particulièrement aiguisé. Cet esprit a marqué en profondeur son activité de peintre. Son approche de l'iconographie chrétienne se signale en effet par une disponibilité remarquable à remettre en question les schémas traditionnels, les formules figuratives reçues. L'image renouvelée qu'il va élaborer du thème du *Christ en croix* apparaît, dans ce contexte, particulièrement éclairante.

C'est vers 1610, à peine deux ans après son retour d'Italie, que l'artiste réalise le *Christ en croix* conservé aujourd'hui au Musée des Beaux-Arts d'Anvers (fig.1). D'emblée, l'œuvre paraît s'inscrire dans la droite ligne des recommandations adressées aux peintres par les pères du concile. Ceux-ci avaient appelé de leurs vœux une imagerie religieuse plus aisément compréhensible pour le commun des fidèles que celle qui avait cours dans l'art italien contemporain et qui était «minée», selon eux, par la sophistication et la recherche d'originalité propres au Maniérisme. Ils avaient également exigé en peinture un plus grand respect du texte biblique. La toile de Rubens ne pouvait que les satisfaire. Elle

se signale par sa lisibilité: le Christ occupe l'axe de symétrie vertical du champ pictural, un champ rectangulaire dont les proportions ont été choisies de manière à concentrer les regards sur la figure isolée du Crucifié. En outre, plutôt que de la placer devant un fond bleu ou nuageux sorti de son imagination, le peintre anversois a préféré la plonger dans les ténèbres, faisant ainsi référence à l'obscurcissement des cieux qui, selon le témoignage concordant des Évangiles, aurait accompagné l'agonie du Fils de Dieu (voir notamment Matthieu, XXVII, 45).

Une critique en image

Mais Rubens a souhaité aller plus loin encore que les pères du concile dans l'entreprise de réforme de l'image catholique. Au-delà du rejet des extravagances maniéristes et d'un parti de fidélité au texte de la bible, il se livre à une critique en image de l'iconographie du *Christ en croix*, telle qu'elle dominait à son époque dans l'Europe catholique. Plus précisément, il opère tout à la fois la critique des sources de cette iconographie et une critique de vraisemblance.

C'est à partir du XIII^e siècle que s'impose, en Occident, la formule consistant à représenter le Christ crucifié avec le pied droit cloué par-dessus le gauche. Un seul et unique clou traverse désormais les deux pieds: c'est la formule dite du «crucifix à trois clous». Elle demeurera en usage quasi sans exceptions jusqu'au début du XVII^e siècle. Rubens n'ignorait cependant pas que le Christ en croix n'avait pas toujours été représenté de la sorte. Avant 1200, dans l'art carolingien comme dans l'art roman, c'est la formule du «crucifix à quatre clous» qui est de mise: les deux pieds sont cloués séparément, l'un à côté de l'autre. L'artiste anversois avait certainement remarqué, lors de ses voyages, que les Christ à quatre clous

étaient plus anciens que ceux à trois clous. Il avait dû voir des sculptures romanes dans les églises de nos régions et les mosaïques à fond doré de Rome ou de Venise. Dans ces conditions, si l'on voulait donner du Crucifié une image historiquement authentique, aussi fidèle que possible aux «témoignages» les plus anciens, il fallait revenir à la formule du crucifix à quatre clous. C'est ce que fit l'artiste dans la toile d'Anvers. Quand on regarde attentivement, on constate en effet que chaque pied est percé d'un clou.

Conscient de la nouveauté qu'il introduisait alors dans la représentation d'un thème iconographique particulièrement important, Rubens a pris soin de ne pas heurter de front les habitudes visuelles des fidèles: il a représenté le pied droit du Christ recouvrant partiellement le gauche. Il conserve de la sorte, dans son tableau, le souvenir visuel des Christ en croix gothiques et renaissants, dont les pieds superposés formaient une sorte de pointe dirigée vers le bas.

À la volonté de représenter le Crucifié selon la formule iconographique la plus anciennement attestée s'ajoute une recherche de vraisemblance anatomique. L'artiste met le schéma traditionnel à l'épreuve de la réalité physique du corps humain. C'est pourquoi les clous transperçant les mains ne sont pas situés au milieu des paumes, comme le recommandait l'usage iconographique encore en vigueur à l'aube du XVII^e siècle, mais un peu plus bas, quasi à la hauteur des poignets. Pour Rubens, il convenait d'attacher le Christ à la croix de telle manière que le spectateur ait l'impression que le Fils de Dieu y fut effectivement suspendu. En outre, le peintre le représente avec les bras disposés en V. On a clairement le sentiment que le poids de son torse l'entraîne vers le bas. C'est là aussi une nouveauté: dans la peinture flamande des XV^e et XVI^e siècles, le corps du Crucifié dessine plutôt la forme d'un T, les bras étant presque représentés à l'horizontale.

En 1620, une prestigieuse commande émanant du bourgmestre d'Anvers Nicolas Rockox offrit à Rubens la possibilité de traiter une nouvelle fois le thème du *Christ en croix*. La toile, initialement destinée à orner

le maître-autel de l'église des Récollets, constitue aujourd'hui l'un des fleurons du Musée des Beaux-Arts de la cité scaldienne (fig.2). C'est une image complète du Golgotha comportant, outre le Christ, les figures des Larrons, de Longin, de sainte Madeleine, de la Vierge Marie et de l'évangéliste Jean. Fort de ses nombreux succès artistiques qui avaient fait de lui le premier peintre flamand de son temps, Rubens n'hésite pas à amplifier sa «critique en acte» de la tradition iconographique. S'il utilise à nouveau la formule des pieds cloués séparément, reproduit les clous des mains enfoncés au bas des paumes et dispose en V les bras du Christ, il entend rendre cette fois de manière plus manifeste qu'il ne l'avait fait jusqu'ici le poids de son corps humain soumis à la gravitation. Quatre clous forgés suffisaient-ils vraiment pour arrimer durablement celui-ci au bois du supplice? L'artiste, de toute évidence, en doutait. C'est pourquoi il a imaginé que le Christ était également maintenu à la croix par une corde passée autour de sa taille et par un pan de son pagne. Ce détail pour le moins exceptionnel confère à une image ancienne un supplément inédit de vraisemblance empirique: son corps ne flotte plus dans l'espace de manière quelque peu surnaturelle, comme l'avaient suggéré tant de peintres avant Rubens. Bien au contraire, ce corps serait tombé de la croix, s'il n'y avait pas été solidement attaché par des clous, mais aussi par une corde et un linge...

Un esprit indépendant, épris de vérité

Sans doute la volonté de Rubens de rendre plus crédible la représentation du Crucifié pourra laisser sceptique le spécialiste de l'anatomie humaine. Comme elle laissera sceptique, également, l'historien de l'art chrétien, lequel n'ignore pas que si les plus anciennes représentations connues du Christ en croix présentent effectivement, en règle générale, le motif des quatre clous, elles datent seulement des V^e et VI^e siècles et sont donc postérieures de plusieurs siècles à l'événement relaté par les Évangiles. Elles ne peuvent que difficilement, de ce fait, avoir valeur de témoignage. Pour

fig.2: P.P. Rubens, *Le Coup de lance*. Anvers, Koninklijk Museum voor Schone Kunsten.

être reconnue dans sa dimension audacieusement rationaliste, la critique de l'image traditionnelle du Calvaire opérée par le peintre anversois doit bien sûr être replacée dans le contexte du XVII^e siècle. Rubens apparaîtra alors comme un esprit indépendant, épris de vérité historique et désireux de la traduire en image, en prenant les risques inhérents à toute innovation.

Certains historiens d'art semblent avoir hésité à reconnaître ces qualités à l'artiste. Pouvait-on vraiment imaginer un peintre catholique «officiel» remettant en question l'iconographie traditionnelle du Christ en croix? Toujours est-il que, dans de nombreux ouvrages ainsi que sur Internet, la formule du Christ aux quatre clous et aux bras en V, élaborée par Rubens, est curieusement dénommée le «Christ janséniste», alors même qu'elle ne semble guère avoir retenu l'attention des adeptes de la doctrine de Port-Royal... ■

Didier Martens

Professeur d'Histoire de l'Art de la fin du Moyen Âge et des Temps modernes
Université Libre de Bruxelles

Orientations bibliographiques

Pour l'iconographie du Christ en croix en général, on se reportera à l'excellente synthèse de J. De Landsberg, *L'Art en croix. Le thème de la Crucifixion dans l'histoire de l'art*, Tournai, La Renaissance du Livre, 2001. Pour les représentations du Christ en croix chez Rubens, on consultera J.R. Judson, *Rubens: The Passion of Christ (Corpus rubenianum Ludwig Burchard, VI)*, Anvers, 2000.

Exposition Rubens, l'atelier du génie, Musée royal des Beaux-Arts de Belgique, rue de la Régence 3, 1000 Bruxelles - jusqu'au 27 janvier 2007 - www.expo-rubens.be

fig.1: P.P. Rubens, *Christ en croix*. Anvers, Koninklijk Museum voor Schone Kunsten.

Furûsiyya: chevalerie en pays d’Islam

À première écoute, le vocable *Furûsiyya* sonne comme le cri de guerre d’un samouraï combattant, mais les organisateurs prévoyant sans doute ce type de méprise, l’ont pédagogiquement sous-titré: «Chevaliers en pays d’Islam» et le commissaire de l’exposition, Bachir Mohamed, de définir d’entrée de jeu: «*La Furûsiyya, c’est l’art du chevalier musulman*».

Nous découvrons ainsi, à travers la magnificence de cette manifestation, qu’à notre chevalerie occidentale pétrie de foi et des plus nobles aspirations, régie par ses codes rigoureux et si fière de sa bravoure sur un champ de bataille ou lors du siège d’une gentille damoiselle, on trouve son équivalent dans le monde musulman: une croyance sans faille en dieu, le respect envers son suzerain, la défense du faible et de l’opprimé, la vaillance au combat et l’adhésion à un code d’honneur que son commissaire définit comme tel: «*Il pourrait se*

résumer par le mot ‘Jihad’, si galvaudé aujourd’hui. Le chevalier doit défendre son peuple, son pays, les femmes et les enfants de l’hostilité d’ennemis extérieurs ou des périls économiques ou autres: ça c’est le petit ‘Jihad’. Le grand ‘Jihad’ est la bataille que l’on mène contre soi-même pour atteindre une certaine

hauteur spirituelle». Voilà qui sonne comme l’écho de la quête de Perceval le Gallois tentant de conquérir l’inaccessible Graal, cette fameuse légende chevaleresque écrite par Chrétien de Troyes à la fin du XII^e siècle.

C’est ce concept de chevalerie musulmane qui a donné son nom à la *Furûsiyya Art Foundation* (FAF), fondée voici vingt ans par un Saoudien anonyme et qui, en ce laps de temps, a réuni —avec des moyens

Masque de guerre en laiton, Iran ou Tatars de Crimée, XVI^e siècle.

que l’on devine colossaux— une fabuleuse collection d’armes blanches s’étendant du VIII^e au XVIII^e siècle, époque à laquelle les armes à feu ont totalement supplanté les armes blanches. Voici rassemblés, à l’égal des bijoux du Topkapi, épées hispano-mauresques, yatagans ottomans, lames mamelouks, poignards indiens, masses d’armes mogholes, boucliers, casques et ce rarissime masque de guerre iranien s’inspirant des casques à visage de l’époque romaine, arcs et carquois sans oublier cette armure articulée, l’une des premières à associer la souplesse des mailles et la solidité des plaques, elle est dédiée au sultan de Chiraz, Ibrahim ibn Sharukh ibn Timur entre 1414 et 1434. Sous son armure, le guerrier doublait sa protection en revêtant une tunique en lin sur laquelle ses astrologues avaient calligraphié des inscriptions bénéfiques pour sa protection et sa

victoire. Car la plupart de ces armes sont ornées de textes sacrés issus des sourates du Coran. «*Puissance durable, destin favorable, bonne fortune et pouvoir*» ornent ainsi ce casque turban anatolien du XV^e siècle et Bachir Mohamed de compléter: «*Il y a des lames gravées de poèmes d’amour ou spirituels, des poignards décorés d’animaux batifolant dans les fleurs…*».

Mais au-delà de son usage funeste, comment rester insensible devant la beauté de ce poignard ottoman, un des bijoux de la collection, fabriqué en Inde au XVII^e siècle par l’orfèvre de Murad III. Car un tel choix d’exposition ne va pas sans un certain questionnement. Si notre culture chrétienne est basée sur la souffrance et le sacrifice d’un messie rachetant ainsi les péchés des hommes, l’islam se nourrit par contre d’un prophète guerrier prêchant autant avec la lame qu’avec le verbe. «*C’est parce qu’il avait l’esprit aussi élevé et aiguisé que le tranchant d’une lame que Mohamed a vaincu ses opposants. C’est toujours Dieu qui doit inspirer le chevalier*» confirme Bachir Mohamed, qui est aussi conservateur de la FAF.

Forte de plusieurs centaines de pièces, l’exposition se déroule à l’Institut du Monde arabe dirigé depuis février 2007 par Dominique Baudis. L’IMA fête cette année ses vingt ans, mais récemment, la presse française s’était interrogée sur ses modes et ses méthodes de fonctionnement, qu’ils soient financiers ou philosophiques. Il reste donc à espérer que la transparence éclairera dorénavant l’IMA comme les rayons du soleil à travers les moucharabiehs photosensibles conçus par Jean Nouvel. ■

Ben Durant

«Un empire fondé sur les armes a besoin de se soutenir par les armes».

Montesquieu

Furûsiyya, Chevaliers en pays d’Islam, Institut du Monde arabe, place Mohamed V, Paris (Ve). Jusqu’au 21 octobre. - www.imarabe.org - Catalogue en français et en anglais.